

PLF 2027/PRODUITS ALIMENTAIRES

## Les exonérations fiscales prolongées jusqu'en 2029

*Le projet de loi de finances (PLF) pour 2027 prévoit la prorogation, jusqu'au 31 décembre 2029, de plusieurs mesures fiscales et douanières destinées à assurer l'approvisionnement du marché national en produits alimentaires de large consommation. Cette mesure vise à préserver le pouvoir d'achat des citoyens et à contribuer à la maîtrise des prix.* P 3



### INTERNET TRÈS HAUT DÉBIT 4 millions de foyers raccordés à la fibre optique

L'Algérie a atteint, début octobre 2026, le seuil de quatre millions d'abonnements à la fibre optique jusqu'au domicile (FTTH), contre seulement 53.000 en juin 2020, selon les chiffres présentés hier par le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki.

P 2

### DEEPTech, BOURSE ET MARCHÉS PUBLICS

#### La nouvelle feuille de route des start-ups algériennes

L'Algérie mise sur les technologies de pointe, la diversification des financements et l'ouverture des marchés publics pour accompagner la croissance de ses start-ups. La 5<sup>e</sup> Conférence africaine des start-ups, prévue du 5 au 7 décembre à Alger, placera la Deeptech au cœur des discussions, dans un contexte marqué par l'émergence de nouveaux mécanismes de financement et par les premières expériences d'introduction en Bourse.

P 3

### 4<sup>e</sup> ÉDITION DU SALON INTERNATIONAL DU TEXTILE

#### La production locale et les exportations en ligne de mire

Des opérateurs participant à la 4<sup>e</sup> édition du Salon international du textile, du tissu et de l'habillement "Algeria Textile 2026", ont mis en avant samedi à Alger, le développement que connaît le secteur en Algérie ces dernières années, soulignant que cette dynamique d'investissement ouvre de larges perspectives, non seulement pour couvrir les besoins du marché national, mais également pour se tourner vers l'exportation.

P 5

ÉLECTRICITÉ ET ÉNERGIES RENOUVELABLES

**Plus de 60 exposants  
attendus à la 2<sup>e</sup> édition de  
«Kahraba Expo 2026»** P 2

INDUSTRIA 2026

**84 conventions de partenariat  
conclues entre opérateurs  
économiques** P 4

PORT DE BÉJAÏA

**Le trafic global en hausse de  
14,37 % à fin août 2026** P 5

MÉDECINE DU TRAVAIL

Donner un nouvel élan à l'activité de l'entreprise « PRESTIMED »

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mohamed Hattab, a présidé, dimanche, une réunion de coordination consacrée à l'évaluation de l'activité de l'entreprise de médecine du travail (PRESTIMED), au cours de laquelle il a souligné la nécessité de donner un nouvel élan à l'activité de cette entreprise en adoptant une approche de gestion plus efficace, indique un communiqué du ministère.

Cette réunion, tenue au siège du ministère en présence de cadres de l'administration centrale et de responsables de l'entreprise, a été l'occasion de "passer en revue les missions dévolues à l'entreprise en matière de prévention sanitaire en milieu professionnel, notamment le suivi médical des travailleurs, les examens médicaux périodiques, les visites médicales d'embauche et de reprise du travail, ainsi que l'accompagnement des employeurs dans l'amélioration des conditions de travail et la prévention des maladies professionnelles", précise la même source.

Dans ce contexte, le ministre a insisté sur la nécessité de "donner un nouvel élan à l'activité de l'entreprise, à travers l'adoption d'une approche de gestion plus efficace, fondée sur l'amélioration de la qualité des prestations médicales, l'élargissement de leur accès et le renforcement de la présence de l'entreprise auprès des différents organismes employeurs, notamment ceux ne disposant pas de leurs propres services de médecine du travail".

Il a également donné des instructions visant à "renforcer les capacités organisationnelles et techniques de l'entreprise, à optimiser l'exploitation de ses ressources humaines et matérielles et à développer les mécanismes de coordination avec les différents acteurs dans le domaine de la santé et de la sécurité au travail, tout en accordant un intérêt particulier à la prévention et au dépistage précoce des maladies liées à l'activité professionnelle".

M. Hattab a affirmé, dans ce cadre, que "la médecine de travail ne doit pas se limiter aux examens médicaux périodiques, mais doit constituer un outil efficace afin de protéger la santé du travailleur, anticiper les risques professionnels et contribuer à assurer un environnement de travail sain et sûr".

Il a appelé les responsables de l'entreprise à adopter "une vision claire en matière de développement, reposant sur la modernisation des méthodes de gestion, l'amélioration de la qualité des performances et l'élargissement des partenariats avec les entreprises économiques publiques et privées, de manière à renforcer le rôle de l'entreprise dans le système national de prévention sanitaire en milieu professionnel".

Au terme de la réunion, le ministre a rappelé que la protection de la santé des travailleurs et la prévention des maladies professionnelles constituent "un pilier fondamental de la politique sociale de l'Etat", soulignant que "la prochaine étape exige davantage de sérieux, d'engagement et d'efficacité dans la performance, afin d'améliorer les prestations de médecine du travail et d'ancrer la culture de la prévention au sein des entreprises économiques".

APS

INTERNET TRÈS HAUT DÉBIT

4 millions de foyers raccordés à la fibre optique

L'Algérie a atteint, début octobre 2026, le seuil de quatre millions d'abonnements à la fibre optique jusqu'au domicile (FTTH), contre seulement 53.000 en juin 2020, selon les chiffres présentés hier par le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki.

Par Zahir R.

S'exprimant lors d'une cérémonie organisée au siège d'Algérie Télécom, le ministre a souligné cette progression témoigne de l'accélération du déploiement de la fibre optique à l'échelle nationale, avec une multiplication par plus de 75 du nombre d'abonnements en six ans.

Le parc est ainsi passé à environ 1,08 million d'abonnements fin 2023, puis à 1,7 million fin 2024 et à 2,6 millions en décembre 2025, avant d'atteindre quatre millions au début du mois d'octobre 2026, détaille-t-il.

La dynamique s'est particulièrement renforcée durant les neuf premiers mois de l'année en cours, période au cours de laquelle 1,4 million de foyers supplémentaires ont été raccordés au réseau, a précisé le ministre, en présence de responsables du secteur, de cadres et d'équipes techniques d'Algérie Télécom. Parallèlement à l'extension du réseau, les tarifs des offres Internet ont connu une baisse significative. Le prix de l'abonnement mensuel à une offre d'un débit d'au

moins 100 mégabits par seconde (Mbps) est passé de 9.999 dinars en 2020 à 2.400 dinars actuellement, soit une réduction de 76 %, a indiqué M. Zerrouki.

Le ministre a souligné que ces résultats s'inscrivaient dans le cadre de la vision stratégique du président de la République visant à développer les infrastructures et à améliorer la qualité des services. Sid Ali Zerrouki a également insisté sur la portée de ce déploiement, qui dépasse les seuls indicateurs quantitatifs, en contribuant à élargir les possibilités d'apprentissage pour les étudiants, à renforcer la compétitivité des entreprises et à rapprocher les services administratifs des citoyens. La fibre optique constitue, selon lui, une infrastructure essentielle au développement des services publics numériques, à la diversification de l'économie et au renforcement de la souveraineté numérique. Elle représente également un socle pour le déploiement de nouvelles applications, notamment dans les domaines de l'enseignement à distance, des services cloud et de l'intelligence artificielle. Dans cette perspective, le secteur vise à dépasser les 4,4 millions

d'abonnements avant la fin de l'année 2026. Un objectif supplémentaire de raccordement de 300.000 foyers est également fixé pour le premier trimestre 2027. Ces ambitions s'accompagnent de la poursuite de la transition des réseaux en cuivre vers la fibre optique, ainsi que du développement des capacités de connectivité internationale et des réseaux d'accès nationaux. Le ministre a, à cet égard, réaffirmé que l'amélioration de la qualité du service et la satisfaction des citoyens demeuraient des priorités.

En conclusion, M. Zerrouki a salué les efforts des travailleurs et des équipes techniques d'Algérie Télécom, ainsi que la contribution des 4.400 entreprises sous-traitantes et l'accompagnement des autorités locales.

Le ministre a estimé que le cap des quatre millions d'abonnements constituait une étape dans un processus plus large, visant à passer de la généralisation de la connectivité à celle des opportunités, et du déploiement du réseau à la maximisation de ses retombées économiques et sociales.

ÉLECTRICITÉ ET ÉNERGIES RENOUVELABLES

Plus de 60 exposants attendus à la 2<sup>e</sup> édition de «Kahraba Expo 2026»

La 2e édition du Salon international de l'électricité et des énergies renouvelables "Kahraba Expo 2026", se tiendra du 13 au 15 octobre courant au Palais des expositions à Alger, avec la participation de plus de 60 exposants, indique un communiqué des organisateurs. Cette manifestation économique a pour objectif de réunir les différents acteurs du secteur de l'électricité et des énergies renouvelables, tout en offrant l'occasion d'échanger les expertises et de prendre connaissance des dernières techniques et solutions dans ce domaine, précise-t-on de même source.

En effet, le salon constituera un espace d'échange d'expériences, de rencontres entre professionnels et de découverte des dernières innovations technologiques et des solutions adaptées aux évolutions du secteur énergétique. Près de 60 exposants représentant différents segments de la filière sont attendus à cette édition. Les visiteurs pourront découvrir une large gamme d'équipements électriques, de systèmes et de solutions solaires, de techno-

logies de stockage de l'énergie, ainsi que des équipements destinés au secteur industriel. Les solutions liées à l'efficacité énergétique, à la maîtrise de la consommation et au développement durable seront également mises en avant.

Le programme scientifique débutera le 13 octobre avec deux tables rondes. La première sera consacrée à la maîtrise et à l'optimisation de la consommation énergétique, tandis que la seconde portera sur l'internationalisation des entreprises algériennes. Ces rencontres réuniront des experts et des professionnels autour des défis liés à l'efficacité énergétique et à la compétitivité des entreprises nationales, ainsi que des perspectives de développement à l'international.

Cinq conférences techniques spécialisées sont également prévues le 14 octobre. Elles aborderont plusieurs enjeux liés à l'évolution des réseaux électriques et à l'intégration des énergies renouvelables. La première conférence portera sur la technologie Grid-forming, notamment son rôle dans la stabilité des réseaux élec-

triques et l'intégration accrue des énergies renouvelables. La deuxième sera consacrée aux micro-réseaux (Micro-grids), présentés comme une solution pour faciliter cette intégration.

Les autres interventions traiteront de l'efficacité énergétique dans l'éclairage urbain, des solutions permettant de réduire la consommation d'énergie et de promouvoir l'entrepreneuriat vert, ainsi que de la transformation numérique du secteur énergétique, des nouvelles énergies et des systèmes intelligents.

La dernière conférence sera dédiée à la synchronisation temporelle et fréquentielle des réseaux électriques, avec un éclairage sur les besoins, les défis, les normes, les solutions et les bonnes pratiques dans ce domaine. À travers cette nouvelle édition, « Kahraba Expo 2026 » entend contribuer aux échanges entre les professionnels et à la valorisation des innovations dans les domaines de l'électricité et des énergies renouvelables.

Z R.

Quotidien économique

Les Enjeux  
Eco

Édité par la  
SARL

Les enjeux Eco  
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub  
Abdelaziz

Directeur de  
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse  
01, rue Bachir Attar  
Sidi M'hamed Alger  
email: [lesenjeuxeco@gmail.com](mailto:lesenjeuxeco@gmail.com)

ccb : BDL 005  
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:  
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»

Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger  
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42  
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77

E-mail: [agence.regie@anep.com.dz](mailto:agence.regie@anep.com.dz)  
[programmation.regie@anep.com.dz](mailto:programmation.regie@anep.com.dz)  
[agence.oran@anep.com.dz](mailto:agence.oran@anep.com.dz)  
[agence.annaba@anep.com.dz](mailto:agence.annaba@anep.com.dz)  
[agence.ovargla@anep.com.dz](mailto:agence.ovargla@anep.com.dz)  
[agence.constantine@anep.com.dz](mailto:agence.constantine@anep.com.dz)

PLF 2027/PRODUITS ALIMENTAIRES

# Les exonérations fiscales prolongées jusqu'en 2029

Le projet de loi de finances (PLF) pour 2027 prévoit la prorogation, jusqu'au 31 décembre 2029, de plusieurs mesures fiscales et douanières destinées à assurer l'approvisionnement du marché national en produits alimentaires de large consommation. Cette mesure vise à préserver le pouvoir d'achat des citoyens et à contribuer à la maîtrise des prix.

Par Zahir R.

Cette disposition, prévue par l'article 174 du PLF 2027, concerne la reconduction de mesures introduites par les lois de finances précédentes, notamment celles relatives aux importations de cheptel bovin et ovin vivant destiné à l'abattage, aux viandes bovines et ovines fraîches ou réfrigérées sous vide, ainsi qu'aux viandes blanches congelées. Elle porte également sur les exonérations fiscales appliquées à plusieurs produits alimentaires essentiels. Selon l'exposé des motifs du texte, les mesures prises par les pouvoirs publics durant la période 2023-2026, notamment la réduction des droits de douane et l'octroi d'exonérations fiscales, ont contribué à stabiliser l'offre et à garantir la disponibilité de ces produits à des prix accessibles aux consommateurs. En effet, la prorogation de ces dispositifs vise à répondre aux besoins persistants du marché national, qui nécessite encore le recours aux importations pour assurer la régularité de l'approvisionnement et maintenir l'équilibre entre l'offre et la demande. Elle doit également permettre de combler les déficits constatés dans certaines filières alimentaires et de constituer un stock de sécurité.

Un taux douanier réduit pour les bovins destinés à l'engraissement

Dans le détail, l'article 175 du PLF 2027 prévoit l'application, jusqu'au 31 décembre 2029, d'un taux réduit de 5 % des droits de douane aux importations de bovins vivants destinés à l'engraissement. Cette mesure complète le dispositif prévu par la loi de finances pour 2026, qui avait étendu le bénéfice du taux réduit de 5 % aux importations de certaines catégories de bovins vivants destinés à l'engraissement, en plus des mesures concernant les bovins et ovins vivants destinés à l'abattage ainsi que les viandes bovines et ovines fraîches ou réfrigérées sous vide. Le texte prévoit également la reconduction de l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et de l'application du taux réduit de 5 % des droits de douane aux importations de viandes blanches congelées. Les mesures fiscales applicables au café vert sont, elles aussi, concernées, avec le maintien de l'exonération de la TVA et de la taxe intérieure de consommation (TIC) sur les opérations d'importation. Par ailleurs, le dispositif porte également sur la reconduction des exonérations de TVA concernant les légumes secs et le riz produits localement et des-

tinés à la consommation humaine, ainsi que les ventes de fruits et légumes frais, d'œufs de consommation, de poulet de chair et de dinde issus de la production nationale. Les exonérations de TVA applicables à l'huile brute et aux tourteaux issus de la trituration locale des graines oléagineuses sont également concernées par cette prorogation. L'objectif est notamment de soutenir les activités nationales de transformation et de renforcer la valorisation de la production locale. En outre, l'article 176 du PLF 2027 modifie les dispositions relatives aux importateurs-transformateurs d'huile brute de soja. Ces opérateurs sont tenus d'engager le processus de production de cette matière première ou de l'acquérir

sur le marché national au plus tard le 31 décembre 2029. Cette échéance s'inscrit dans une démarche visant à accompagner le développement de la production locale et à réduire progressivement la dépendance aux importations. À travers ces dispositions, les pouvoirs publics entendent concilier la nécessité de garantir un approvisionnement régulier du marché en produits alimentaires essentiels avec la maîtrise des prix à la consommation. La prorogation des avantages fiscaux et douaniers doit ainsi permettre de maintenir les mécanismes de soutien à court terme, tout en accompagnant le développement et la durabilité des filières nationales de production et de transformation.

APN

## La commission des finances fixe le calendrier d'examen du projet de loi de finances 2027

La commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN) a tenu, dimanche, une réunion préparatoire, présidée par M. Abdelhafid Brima, président de la commission, pour fixer le calendrier de ses travaux pour l'examen du projet de loi de finances (PLF) 2027, indique un communiqué de cette instance législative. Lors de cette réunion, les députés ont suivi deux exposés détaillés portant sur les différentes étapes de l'examen du PLF 2027, depuis sa présentation par le représentant du Gouvernement, puis l'audition des directeurs centraux, jusqu'à l'examen des mesures proposées par le texte, tant sur les plans financier que législatif, précise la même source.

## DEEPTech, BOURSE ET MARCHÉS PUBLICS

# La nouvelle feuille de route des start-ups algériennes

Par Selma R.

L'Algérie mise sur les technologies de pointe, la diversification des financements et l'ouverture des marchés publics pour accompagner la croissance de ses start-ups. La 5<sup>e</sup> Conférence africaine des start-ups, prévue du 5 au 7 décembre à Alger, placera la Deeptech au cœur des discussions, dans un contexte marqué par l'émergence de nouveaux mécanismes de financement et par les premières expériences d'introduction en Bourse. L'écosystème algérien des start-ups poursuit sa structuration, avec l'ambition de transformer les projets innovants en entreprises capables de se développer durablement et de conquérir de nouveaux marchés. L'accès à la commande publique, l'ouverture du marché financier et le rapprochement entre recherche universitaire et entrepreneuriat figurent parmi les leviers mis en avant par les pouvoirs publics. Intervenant sur les ondes de la « Chaîne III » de la radio nationale, Chemseddine Benmoussat, directeur des start-ups et des structures d'appui au ministère de l'Économie de la connaissance, des Start-ups et des Micro-entreprises, a souligné la nécessité de diversifier les sources de financement et de faciliter les relations entre les

jeunes entreprises innovantes et les grands opérateurs économiques. La 5<sup>e</sup> édition de la Conférence sera consacrée aux Deeptech, à savoir les entreprises issues de travaux de recherche avancée menés dans les laboratoires, les centres de recherche et les universités. Elles nécessitent souvent plusieurs années de développement avant de commercialiser un premier produit. « L'intelligence artificielle a accéléré les choses, notamment au niveau de la recherche et développement », a expliqué Chemseddine Benmoussat, estimant que l'IA permet de réduire les délais et les moyens matériels nécessaires à certaines étapes de la recherche. L'événement devrait accueillir plus de 25 000 visiteurs, 35 à 40 ministres africains et 400 exposants, contre 228 lors de la précédente édition. Les discussions porteront notamment sur l'application de la Déclaration d'Alger de 2022 et sur la facilitation de l'accès aux marchés africains, grâce à une meilleure harmonisation des normes et des certifications. Un Prix des technologies africaines mettra par ailleurs en avant des solutions liées à l'agriculture de précision, aux technologies de l'eau, à la souveraineté technologique, à l'intelligence artificielle, à la cybersécurité et à la transition énergétique. Les organisateurs souhaitent aussi transformer les rencon-

tres en partenariats commerciaux et en possibilités de financement. « Il faut être très pragmatique », a insisté le responsable, soulignant l'importance d'assurer le suivi des engagements pris. L'accès aux marchés publics constitue un autre levier. Selon Chemseddine Benmoussat, l'article 41 du Code des marchés publics prévoit des possibilités de négociation directe avec les start-ups, les incubateurs et les scale-ups, et les textes d'application correspondants sont en cours de finalisation. Parallèlement, Algeria Venture joue un rôle d'intermédiaire entre les entreprises innovantes et les grands opérateurs, avec lesquels des collaborations ont déjà été engagées, notamment Djedjy, Sonelgaz et Naftal. « Il faut que les entreprises fassent confiance à nos start-ups, à nos jeunes Algériens, à nos jeunes innovateurs », a déclaré le responsable, plaidant pour une meilleure adéquation entre les besoins des opérateurs et les solutions développées localement. Le dispositif d'Open Innovation permet en outre aux entreprises de financer des projets innovants par l'intermédiaire de start-ups, de scale-ups ou d'incubateurs, avec des avantages fiscaux soumis aux conditions prévues par les textes. Sur le plan du financement, l'Algeria Startup Fund (ASF) intervient en capi-

tal-risque en prenant des participations dans les entreprises. « On ne peut pas financer tout le monde. Le financement va à ceux qui le méritent », a expliqué Chemseddine Benmoussat, rappelant que les projets sont évalués selon leur potentiel. La Bourse constitue une autre voie de financement : le responsable a cité « Moustachir », introduite en Bourse près de deux ans avant son intervention, ainsi que AAT, spécialisée dans les centres de données, le cloud et la souveraineté des données. Le programme Proto Market, de son côté, a financé 937 projets, à hauteur d'un à deux millions de dinars chacun, dont plus de 200 relevant de la Deeptech. Les fonds communs de placement à risques (FCPR) et les réseaux de Business Angels doivent enfin contribuer à mobiliser davantage de capitaux privés. Cet écosystème évolue dans un marché du commerce électronique estimé entre 1,5 et 1,9 milliard de dollars en Algérie, avec une croissance annuelle d'environ 20 %, selon les chiffres présentés par le responsable. Le pays compte plus de 1 000 start-ups dans ce secteur, et la livraison, la gestion des commandes, les logiciels spécialisés et le traitement des retours structurent progressivement cette chaîne de valeur.

RECONSTRUCTION  
DES HABITATIONS  
ENDOMMAGÉES À JIJEL  
Signature  
d’une convention  
OPGI-BNH

Une convention a été signée, samedi au siège de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) de Jijel entre 8 directions de cet office et la Banque nationale de l'habitat (BNH) à l'effet de financer la reconstruction des logements endommagés par les incendies d'août dernier dans la wilaya de Jijel. Le directeur général du logement au ministère du Logement, de l'Urbanisme, de la Ville et de l'Aménagement du territoire, Mohamed Mordjani, a déclaré à l'APS, en marge de la cérémonie de signature de la convention entre les directeurs généraux des OPGI et le représentant de la BNH, que cette opération " s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, relatives à la prise en charge des sinistrés des incendies et leur indemnisation". Il a ajouté que toutes les familles dont les logements ont été classés dans la catégorie rouge, au nombre de 627, bénéficieront, en vertu de cette convention, de la prise en charge par les OPGI de l'opération de reconstruction, soit en tant que promoteurs, soit en désignant des entreprises de construction. M. Mordjani a souligné que les ressources financières nécessaires ont été mobilisées pour prendre en charge toutes les opérations d'indemnisation, que ce soit pour les logements classés dans la catégorie verte ou orange par le biais d'une réhabilitation ou, pour les habitations classées dans la catégorie rouge qui nécessitent une reconstruction. Il a également indiqué qu'une aide financière de 400.000 dinars sera versée à chacune des familles touchées afin de leur permettre de louer un logement en attendant la reconstruction de leur habitation, avant d'insister sur la nécessité de veiller à ce que les nouvelles constructions soient adaptées aux spécificités de la région.

APS

ANNABA SIAHA 2026

Signature de plusieurs conventions  
de partenariat

La 5ème édition du Salon international du tourisme et des services "Annaba Siahia 2026", clôturé samedi après avoir attiré 9.000 visiteurs, a été marquée par la signature de plusieurs conventions de partenariat entre des start-ups, des agences de tourisme et de voyages et des établissements hôteliers, a déclaré le commissaire de l'événement, Mohamed Omar Seddik Dida. Cette édition qui a connu, durant 3 jours, une "affluence considérable" a permis à plusieurs entreprises émergentes de bénéficier de nouvelles op-

portunités de coopération et d'élargir leur réseau de relations professionnelles en signant des conventions de partenariat avec des agences de tourisme et de voyages ainsi qu'avec des établissements hôteliers, a précisé à l'APS, M. Dida. Ces conventions "sont de nature à contribuer au développement des services offerts aux clients, à renforcer les opportunités de commercialisation des offres touristiques, à élargir les activités des start-ups sur le marché national", a-t-il ajouté.

INDUSTRIA 2026

84 conventions de partenariat conclues  
entre opérateurs économiques

La 2ème édition du Salon international de l'industrie (Industria 2026), clôturé samedi soir au palais des expositions de Sétif, a été marqué par la signature de 84 conventions de partenariat et de coopération entre opérateurs économiques, selon les organisateurs. Le commissaire du salon, Naoufel Cherfi, a précisé que cette manifestation économique "a constitué un espace propice à la communication entre les différents acteurs du secteur industriel, en même qu'une précieuse opportunité d'échange d'expériences et de savoir-faire, en plus de la mise en avant des capacités de production des entreprises industrielles participantes." Il a également souligné

que cette 2ème édition a enregistré une forte affluence de visiteurs, quelque 20.000 entre opérateurs économiques, étudiants et professionnels, ainsi qu'une forte participation des exposants. De leur côté, de nombreux exposants ont relevé l'importance de ce type de manifestations économiques qui offrent aux entreprises industrielles l'opportunité de présenter leurs produits et services et de mettre en avant leurs capacités de production, contribuant ainsi à renforcer la compétitivité et à ouvrir de nouvelles opportunités d'investissement et de coopération entre les différents acteurs économiques. Ils ont également appelé à " élargir la partici-

pation internationale des entreprises économiques lors des prochaines éditions", afin d'ouvrir de nouvelles perspectives de partenariat et de coopération dans le domaine industriel et de renforcer l'échange d'expertises et d'expériences. Pour rappel, 55 exposants représentant des entreprises du secteur public et privé, d'Algérie et de Chine, ont participé à ce salon de 4 jours durant lequel ils ont présenté une importante gamme de produits industriels dans les domaines de la mécanique, du plastique, de l'emballage, de l'énergie et du textile, en plus de différents services financiers et d'assurance.

APS

ALI SAÏD NOMMÉ CEO DE HOLCIM EL-DJAZAÏR

Innovation et la décarbonation au cœur de la stratégie en Algérie

Holcim, leader mondial des solutions de construction innovantes et durables, a annoncé, hier dimanche, la nomination d'Ali Saïd au poste de Chief Executive Officer (CEO) de Holcim El-Djazaïr, à compter du 1er octobre 2026. Dans le cadre de ses nouvelles fonctions, Ali Saïd aura pour mission de poursuivre la dynamique de développement de Holcim en Algérie, en s'appuyant sur l'expertise de ses équipes et sur la solidité de ses partenariats, a précisé Holcim dans un communiqué. Il veillera notamment à renforcer, ajoute la même source, les relations avec l'ensemble des clients, partenaires et parties prenantes du Groupe, tout en accompagnant la mise en œuvre de la stratégie de croissance et de développement durable du Groupe sur le marché algérien. Cette nomination s'inscrit dans la volonté de Holcim, groupe suisse de référence dans le secteur des solutions de construction, de consolider durablement sa présence en Algérie et de poursuivre ses investissements dans l'innovation, les technologies de pointe et la décarbonation. À travers cette ambition, le Groupe entend contribuer activement à l'émergence d'une économie algérienne plus compétitive, résiliente et durable. Fort de plus de 26 années d'expérience dans la région MENA et d'un riche parcours international, Ali Saïd a occupé plusieurs fonctions de direction au sein du Groupe. Il a notamment été à la tête des activités de Holcim en Irak et en Jordanie, deux marchés dont les environnements industriels et les dynamiques de développement présentent de nombreuses similitudes avec le contexte algérien. Son parcours l'a également conduit en Amérique du Nord, où il a travaillé dans le secteur de la logistique au Canada et dans la banque d'investissement à Bahreïn. Plus récemment, en qualité de CEO de la région du CCG, il a fait preuve d'un leadership fondé sur la résilience, la performance et la transformation, en plaçant l'innovation et la transition environnementale au cœur des leviers de croissance durable. Son profil international, sa connaissance des marchés de la région et la diversité de ses expériences consti-

tuent des atouts majeurs pour accompagner les ambitions de Holcim El-Djazaïr. Son leadership contribuera notamment à accélérer le déploiement de technologies permettant de réduire l'empreinte carbone du secteur, et à favoriser l'introduction de matériaux et de procédés de construction plus durables sur le marché algérien. « Je suis honoré de prendre la responsabilité de Holcim en Algérie et de rejoindre nos équipes à l'occasion de cette nouvelle étape. L'Algérie dispose d'un potentiel considérable en matière de développement des infrastructures et de transformation du secteur de la construc-

tion. Notre ambition est d'accompagner cette dynamique avec des solutions toujours plus innovantes, performantes et durables, tout en renforçant nos partenariats et en créant davantage de valeur pour nos clients, nos collaborateurs et l'ensemble de nos parties prenantes. Mon mandat est clair : placer l'innovation et la décarbonation au cœur de notre action et faire de ces deux leviers des moteurs essentiels d'une croissance durable et compétitive », déclare Ali Saïd, CEO de Holcim El-Djazaïr.

R E.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية  
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR  
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري  
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,  
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 08 أكتوبر 2026  
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 08 Octobre 2026

| Prix du détail <sup>1</sup> |                       |         | أسعار التجزئة |         |                    |                             |
|-----------------------------|-----------------------|---------|---------------|---------|--------------------|-----------------------------|
| DA / Kg                     |                       |         | دج / كلف      |         |                    |                             |
| Produits                    |                       | معدل    | أعلى          | أدنى    | المنتجات           |                             |
|                             |                       | Moyenne | Maximum       | Minimum |                    |                             |
| Légumes frais               | Pomme de terre        | 94      | 100           | 88      | البطاطا            | خضر طازجة                   |
|                             | Tomate                | 133     | 147           | 118     | الطماطم            |                             |
|                             | Oignon sec            | 77      | 83            | 70      | البصل الجاف        |                             |
|                             | Ail sec               | 835     | 908           | 762     | الثوم الجاف        |                             |
|                             | Carotte               | 129     | 139           | 118     | الجزر              |                             |
|                             | Navet                 | 147     | 159           | 135     | اللفت              |                             |
|                             | Poivron               | 144     | 156           | 131     | الفلفل الاخضر      |                             |
|                             | Piment                | 158     | 173           | 142     | الفلفل الحار       |                             |
|                             | Courgette             | 167     | 181           | 152     | الكوسة             |                             |
|                             | Haricot vert          | 274     | 297           | 250     | الفاصولياء الخضراء |                             |
|                             | Laitue                | 163     | 177           | 149     | الخس               |                             |
| Fruits frais                | Pomme locale          | 422     | 519           | 324     | التفاح المحلي      | فواكه طازجة                 |
|                             | Datte                 | 481     | 596           | 365     | التمر              |                             |
|                             | Raisin                | 306     | 360           | 252     | العنب              |                             |
|                             | Melon                 | 117     | 126           | 107     | البطيخ الاصفر      |                             |
|                             | Pastèque              | 89      | 97            | 81      | البطيخ الاحمر      |                             |
| Produits d'origine animale  | Viande bovine locale  | 2234    | 2350          | 2118    | لحم البقر المحلي   | المنتجات ذات الأصل الحيواني |
|                             | Poulet de chair       | 478     | 491           | 465     | الدجاج             |                             |
|                             | Œufs (Unité)          | 23      | 24            | 22      | البيض (وحدة)       |                             |
|                             | Lait de vache (Litre) | 94      | 100           | 88      | حليب البقر (لتر)   |                             |

Dernière composition de DZAIRINDEX

| Libellé de la valeur          | Code | Ouverture | Clôture | Var % | Ecart Mensuel % | Ecart Annuel % | per    | Rend Net % | Volume transigé | Valeur transigée DA |
|-------------------------------|------|-----------|---------|-------|-----------------|----------------|--------|------------|-----------------|---------------------|
| ALLIANCE ASSURANCES           | ALL  | 355,00    | NC      | 0,00  | 0,70            | -0,04          | 7,57   | 7,32       | 0               | 0,00                |
| AYRADE                        | AYRD | 815,00    | NC      | 0,00  | 0,00            | 0,11           | 116,43 | -          | 0               | 0,00                |
| BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL | BDL  | 1 400,00  | 1400,00 | 0,00  | 0,00            | -0,05          | 7,56   | 7,64       | 28300           | 39 620 000,00       |
| BIOPHARM                      | BIO  | 2 350,00  | NC      | 0,00  | -3,13           | -5,84          | 6,33   | 7,23       | 0               | 0,00                |
| CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE    | CPA  | 2 000,00  | 1999,00 | -0,05 | -0,87           | -8,45          | 8,29   | 8,75       | 4452            | 8 899 548,00        |
| EGH El Aurassi                | AUR  | 360,00    | NC      | 0,00  | 0,00            | -0,60          | 4,55   | -          | 0               | 0,00                |
| SAIDAL                        | SAI  | 450,00    | NC      | 0,00  | 3,71            | 5,99           | 1,24   | 7,78       | 0               | 0,00                |

4E ÉDITION DU SALON INTERNATIONAL DU TEXTILE

# La production locale et les exportations en ligne de mire

*Des opérateurs participant à la 4e édition du Salon international du textile, du tissu et de l'habillement "Algeria Textile 2026", ont mis en avant samedi à Alger, le développement que connaît le secteur en Algérie ces dernières années, soulignant que cette dynamique d'investissement ouvre de larges perspectives, non seulement pour couvrir les besoins du marché national, mais également pour se tourner vers l'exportation.*

Synthèse R E.

Cette quatrième édition du salon, organisé au Palais des expositions des Pins maritimes, avec la participation de nombreuses entreprises opérant dans différentes filières, illustre la contribution croissante des entreprises algériennes au renforcement de la production locale, alors que nombre d'entre elles étaient spécialisées dans l'importation et la distribution de produits et de services. Les stands de cette manifestation annuelle témoignent de la concurrence qui caractérise le secteur, à travers la diversité des produits textiles proposés, notamment les vêtements de différents styles destinés à diverses catégories de consommateurs et à tous les âges. Dans ce contexte, Houari Krouli a indiqué à l'APS que l'entreprise qu'il dirige est passée de l'importation et de la distribution de produits textiles et de vêtements à la fabrication, à l'instar de nombreux opérateurs au cours des dernières années Il a ajouté que l'entreprise a récemment développé ses propres modèles et les designs de ses produits, ajoutant qu'elle envisage, à l'avenir, d'élargir son activité à la fabrication de modèles pour le compte d'autres marques. L'opérateur a également salué la dynamique d'investissement que connaît, de manière générale, le secteur du textile et cuir en Algérie. De son côté, Mohsen Gaouar , représentant d'une entreprise opérant dans le secteur du textile, a souli-

gné l'importance croissante de la filière du recyclage dans ce domaine, en relevant que cette activité dispose d'importantes capacités de production et d'exportation, tout en générant une valeur ajoutée tout au long de la chaîne de production et de commercialisation. Selon le responsable de cette entreprise, spécialisée dans les textiles non tissés, les fils régénérés, ainsi que les couvertures et les oreillers, l'objectif à court terme consiste à accéder aux marchés extérieurs. "Des négociations sont actuellement en cours en vue d'exporter plusieurs produits, notamment vers l'Europe", a -t-il dit. L'activité de l'entreprise repose sur la valorisation des déchets textiles et leur recyclage afin de produire des fibres régénérées et des matières semi-finies destinées à servir d'intrants à d'autres entreprises industrielles, a-t-il expliqué. Il a expliqué qu'environ 90 % des matières utilisées dans la production proviennent de déchets et d'éléments textiles recyclés localement, tandis que les 10 % restants correspondent à des matières qui ne sont pas disponibles sur le marché national. Le développement de cette activité illustre l'importance de la valorisation des déchets textiles en tant que source de matières premières, grâce à leur transformation en intrants réutilisables dans l'industrie. Cette démarche permet ainsi d'intégrer des ressources locales dans la chaîne de production, a souligné M. Gaouar. Parallèlement à la localisation de la production des intrants, de nombreuses en-

treprises nationales, publiques et privées, misent sur le développement de designs et de marques locales afin d'accroître la valeur ajoutée des produits et de renforcer leur compétitivité sur les marchés national et international. Le directeur du marketing d'une des entreprises exposantes, Hamza Cherfi, a indiqué que les différents designs sont réalisés localement, soulignant que la disponibilité des tissus et des matières premières au niveau national permettrait d'aboutir à un produit algérien plus intégré. Il a également souligné l'importance des partenariats internationaux pour l'échange d'expertise, des techniques et de nouveaux modèles, contribuant ainsi au développement de la production nationale. Plus de 15 entreprises opérant dans les domaines de la fabrication et de la commercialisation des tissus, des vêtements et des machines ont participé à cette quatrième édition du salon, qui s'achève aujourd'hui, a indiqué Amira Abdelhak, responsable de l'entreprise organisatrice de l'évènement, précisant que la participation nationale avait progressé par rapport aux premières éditions. Les stands ont présenté une gamme variée de produits locaux, notamment des vêtements pour femmes, modernes et traditionnels. Les entreprises participantes cherchent ainsi à faire connaître leurs produits et marques, tout en développant leur présence sur le marché national, dans un contexte marqué par un intérêt notable des visiteurs.

PORT DE BÉJAÏA

## Le trafic global en hausse de 14,37 % à fin août 2026

Le port de Béjaïa a enregistré un trafic global de 10,68 millions de tonnes durant les huit premiers mois de 2026, contre 9,33 millions de tonnes à la même période de 2025, soit une progression de 14,37 %, selon les principaux indicateurs d'activité de l'Entreprise portuaire de Béjaïa (EPB) arrêtés au 31 août 2026. Cette évolution est portée notamment par la progression des exportations, qui ont atteint 3 millions de tonnes, en hausse de 37,56 %, tandis que les importations se sont établies à 7,67 millions de tonnes, enregistrant une augmentation de 7,30 % par rapport aux huit premiers mois de l'année précédente. Les marchandises hors hydrocarbures ont également contribué à cette dynamique, avec un volume de 7,85 millions de tonnes, en progression de 13,29 %. Les importations de cette catégorie ont totalisé 6,97 millions de tonnes, en hausse de 8,63 %, alors que les exportations ont atteint 875.495 tonnes, soit une augmentation de 72,01 %. Par catégorie de marchandises, le trafic des vrac solides a enregistré une hausse de 27,23 %, passant de 4,17 millions de tonnes à 5,31 millions de tonnes. Cette évolution s'explique principalement par la progression des importations, qui ont atteint 4,75 millions de

tonnes, en hausse de 20,29 %. Les exportations de vrac solides se sont, pour leur part, établies à 566.263 tonnes, contre 229.666 tonnes durant la même période de 2025, soit une augmentation de 146,56 %. Le trafic des céréales, comprenant le blé, le maïs et le soja, a également affiché une évolution positive, avec un volume de 4 millions de tonnes, en progression de 27,56 %. Ce volume correspond intégralement aux importations de cette catégorie, selon les données de l'EPB. S'agissant des vrac liquides, les volumes traités ont atteint 3,24 millions de tonnes, en hausse de 10,45 %. Les exportations ont progressé de 26,84 %, à 2,13 millions de tonnes, tandis que les importations ont reculé de 11,39 %, à 1,11 million de tonnes. Le trafic des hydrocarbures a, de son côté, totalisé 2,82 millions de tonnes, en progression de 17,50 %. Les exportations ont atteint 2,12 millions de tonnes, en hausse de 27,09 %, alors que les importations ont diminué de 4,47 %, à 697.804 tonnes. En revanche, les marchandises diverses ont accusé un recul de 4,66 %, avec un volume de 2,11 millions de tonnes. Cette évolution résulte notamment de la baisse de 6,99 % des importations, à 1,80 million de tonnes, malgré une progression de 11,88 % des exporta-

tions, qui se sont établies à 306.232 tonnes. Concernant le trafic conteneurisé, le nombre d'équivalents vingt pieds (EVP) traités s'est établi à 185.688 unités durant les huit premiers mois de l'année, contre 189.022 EVP à la même période de 2025, soit une baisse de 1,76 %. En tonnage, le trafic des marchandises conteneurisées a reculé de 8,95 %, à 1,21 million de tonnes.

Hausse du trafic des passagers

L'activité de transport de voyageurs a également enregistré une progression. Le port de Béjaïa a accueilli 87.656 passagers durant les huit premiers mois de 2026, contre 66.250 à la même période de l'année précédente, soit une hausse de 32,31 %. Le nombre de passagers débarqués a atteint 55.308, en augmentation de 27,81 %, tandis que celui des passagers embarqués s'est établi à 32.348, en hausse de 40,80 %. Sur le plan de l'activité maritime, le nombre de navires à l'entrée du port a atteint 709 unités, en progression de 4,26 % par rapport à la même période de 2025. Le nombre de navires à la sortie s'est également élevé à 709, enregistrant une hausse de 4,11 %.

Synthèse R E.

PAIEMENT MOBILE EN ALGÉRIE

### Simplicité, confiance et coopération au cœur des enjeux

Par S R.

La généralisation du paiement mobile en Algérie dépendra autant de la qualité des solutions proposées que de la capacité des différents acteurs à répondre aux attentes des utilisateurs. Organisée par le GIE Monétique dans le cadre d'EC-SEL EXPO 2026, la table ronde consacrée au thème « Le paiement mobile en Algérie : perspectives croisées des acteurs de l'écosystème » a mis en évidence trois leviers essentiels : une expérience utilisateur simplifiée, une sécurité renforcée et une coopération accrue entre les secteurs bancaire et des télécommunications. Le premier enjeu concerne la simplicité d'utilisation. Pour que le paiement mobile devienne un réflexe quotidien, les opérations doivent être rapides, intuitives et accessibles à un large public. L'expérience utilisateur doit notamment tenir compte des besoins des petits commerçants, pour lesquels l'intégration de solutions de paiement adaptées constitue une condition importante d'adoption. La facilité d'utilisation ne suffit toutefois pas à garantir une adhésion durable. La confiance demeure un pilier de la transformation numérique des paiements. La sécurisation des transactions, la protection des données personnelles et la mise en place de procédures claires pour le traitement des réclamations sont autant de conditions nécessaires pour rassurer les consommateurs et favoriser une utilisation régulière de ces services. Le troisième levier repose sur la complémentarité entre les acteurs de l'écosystème. La coopération entre les banques, les opérateurs de télécommunications, les régulateurs et les entreprises technologiques apparaît déterminante pour étendre l'accès au paiement mobile. Les réseaux de distribution des opérateurs télécoms, associés aux infrastructures et à l'expertise du secteur bancaire, peuvent contribuer à rapprocher ces services des utilisateurs et à faciliter leur déploiement dans les différentes régions du pays. Les échanges ont réuni Nadia Gueri, directrice de la digitalisation et du marketing à la BNA, Nejla Majdouba, du pôle études et développement du GIE Monétique, Redouane Kasmi, responsable des services financiers mobiles chez Djezzy, et Mohamed Aissaoui, président de Himayatec. Leurs interventions ont souligné la nécessité d'une approche concertée pour lever les obstacles à l'adoption du paiement numérique. La réussite de cette démarche repose sur la capacité à proposer des solutions simples et sécurisées, tout en assurant une coordination efficace entre les différents intervenants.

KHENCHELA  
Le secteur des transports renforcé par 14 nouveaux bus

Le parc de transport de la wilaya de Khenchela s'est renforcé par l'acquisition de 14 nouveaux bus destinés aux dessertes urbaines et suburbaines, dans le cadre des efforts engagés en vue de promouvoir et d'améliorer la qualité des services de transport, a-t-on appris samedi auprès des services de la wilaya. Cette opération s'inscrit, selon la même source, dans le cadre de la mise en œuvre de la décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, portant renouvellement du parc national de transport, notamment celui consacré au transport collectif routier de voyageurs. Le wali de Khenchela, M. Salim Harizi, a présidé, la cérémonie de mise en exploitation de ces véhicules, réceptionnés au titre d'un premier contingent destiné à renforcer le parc de l'Etablissement public de transport urbain et suburbain de Khenchela. Cette mise en service vise à contribuer à l'amélioration des conditions de déplacement des citoyens. Les nouvelles dessertes concernent plusieurs zones, notamment le pôle urbain de la route d'El Aïzar, la cité des 4.000 logements sur la route de Baghaï, le quartier situé sur la route de Frenguel ainsi que la cité AADL 2, dans le chef-lieu de wilaya. Le dispositif couvre également les communes de Tamza, d'El Mahmel et de Baghaï, ainsi que le village de Baïkitan, relevant de la commune d'Aïn Touila, assurant ainsi la liaison entre ces localités et le centre-ville de Khenchela. Les nouveaux bus mis à la disposition du secteur des transports dans la wilaya sont dotés des équipements et des dispositifs de confort et de sécurité requis, afin d'assurer le bien-être des passagers et de garantir la sécurité de leurs déplacements.

APS

FÊTE DE LA FIGUE SÈCHE DE BENI MAOUCHE À BEJAIA

Un rendez-vous “important” pour promouvoir la filière figuicole

La Fête de la figue sèche de Beni Maouche, qui célèbre cette année son 30e anniversaire, constitue un rendez-vous annuel "important" contribuant à la promotion de la filière figuicole et au renforcement de la présence de ce produit sur le marché national, ont estimé les participants à la 22e édition de cette manifestation, organisée du 8 au 10 octobre courant.

Rencontrés en marge de cette nouvelle édition, clôturée samedi, des agriculteurs venus de différentes wilayas ont souligné que cette manifestation est un rendez-vous annuel "important" qui a contribué, au fil des années, à promouvoir ce produit emblématique de la région, qui bénéficie d'un label de qualité depuis 2016. Pour sa part, Khaled Loudjani, membre de l'Association des figuiculteurs de Beni Maouche, organisatrice de l'évènement, a indiqué à l'APS, que l'un des objectifs de cette fête est de promouvoir la figue sèche et de renforcer sa commercialisation. Il a ajouté que l'association œuvre à assurer la présence de ce produit labellisé sur les étals à travers le territoire national, afin de le rendre accessible aux consommateurs algériens. Les agriculteurs doivent également

comprendre la démarche de labellisation, qui implique le respect d'un cahier des charges définissant un itinéraire technique de la filière figuicole hérité des anciennes générations, a-t-il souligné. Pour sa part, Belkacem Bousseyouf, producteur de figues à Beni Ouartilane, dans la wilaya de Sétif, a indiqué que cette fête a contribué à faire connaître ce produit et à lui assurer une meilleure visibilité sur le marché. Cette manifestation constitue également un rendez-vous annuel permettant aux professionnels de la filière figuicole de se rencontrer, a-t-il ajouté. La fête réunit des dizaines de producteurs issus de plusieurs wilayas du pays, a souligné Sila Chérif, un figuiculteur de Beni Maouche, estimant que cette manifestation constitue une occasion d'échanger des expériences et des infor-

mations sur la filière figuicole. Cette édition a réuni près de 220 exposants issus d'une trentaine de wilayas du pays, au niveau du marché hebdomadaire du chef-lieu de la commune de Beni Maouche, a-t-on appris des organisateurs. Par ailleurs, 23 figuiculteurs de la région ont obtenu cette année le logo portant l'indication géographique (IG) de "Beni Maouche", délivré par l'Institut technique de l'arboriculture fruitière et de la vigne (ITAFV) de Sidi Aich, a indiqué la même source. La filière figuicole de la wilaya s'étend sur une superficie globale de 7.770 hectares et assure une production annuelle moyenne de 148.000 quintaux, selon la direction des services agricoles (DSA).

R E/APS

SIDI BEL-ABBES :

Le secteur de la formation conclut des conventions pour renforcer la formation pratique et répondre aux besoins du marché du travail

Le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels de la wilaya de Sidi Bel-Abbes a conclu des conventions de partenariat et de coopération avec plusieurs entreprises économiques et instances administratives et sportives, dans le but de renforcer la formation pratique et d'adapter le système de formation aux besoins du marché du travail local, a-t-on appris auprès de la direction du secteur. Ces conventions, signées dans le cadre de la session actuelle d'octobre,

concernent notamment l'Entreprise nationale de production de matériels agricoles (PMA), la société de fabrication de matériel de récolte "Sampo Algérie", la société "Maachou" d'électricité, de gaz et d'énergies renouvelables, ainsi que la société de fabrication de robinetterie, d'accessoires et de plomberie sanitaire. Les accords englobent également des secteurs administratifs et locaux, dont la direction de la Jeunesse et des Sports (DJS), le complexe sportif "24 Février" et la com-

mune de Sidi Ali Boussidi. Le directeur de la Formation et de l'Enseignement professionnels de la wilaya, Adel Khelili, a souligné que la conclusion de ces accords s'inscrit dans le cadre de "la nouvelle approche du secteur visant une ouverture directe sur l'environnement socio-économique, faisant du partenariat de terrain un levier permanent pour adapter l'offre de formation aux exigences réelles des entreprises recruteuses". M. Khelili a précisé que la session de formation actuelle met l'accent

sur la mise en place d'un environnement de stage pratique permettant aux jeunes d'acquérir des compétences techniques modernes au sein même des unités de production. Il a relevé que l'enjeu majeur réside dans "l'amélioration des indicateurs d'insertion professionnelle et la transition d'un cursus théorique vers un véritable vecteur alimentant le tissu d'investissement de la wilaya en compétences opérationnelles et qualifiées".

APS

BORDJ BOU ARRÉRIDJ

Plus de 6.000 citoyens bénéficient des Journées portes ouvertes sur la santé

Plus de 6.000 citoyens ont bénéficié des prestations proposées dans le cadre de la 2e édition des Journées portes ouvertes sur la santé, intitulée " Santé, bien-être 2026 ", qui s'est clôturée samedi à Bordj Bou Arréridj, avec la réalisation de près de 2.500 examens gratuits en ophtalmologie durant trois jours, a indiqué la professeure Souad Ibrahim, responsable de l'organisation de cette manifestation. L'affluence enregistrée au niveau des différents stands avait conduit les organisateurs à prolonger les horaires d'accueil lors de la dernière journée, afin de répondre à la demande des citoyens souhaitant bénéficier des prestations médicales proposées, a précisé la Pr Ibrahim, spécialiste en néphrologie, estimant que le bilan enregistré encourageait la poursuite de cette initiative et l'élargissement de son champ d'intervention à

l'avenir. Le programme de cette manifestation a notamment comporté des examens ophtalmologiques, des consultations et des conseils médicaux portant sur la santé de la femme et l'hépatite virale, ainsi que des actions de sensibilisation aux dangers de la drogue. Des activités destinées aux enfants scolarisés ont également été organisées, notamment dans le domaine de la santé bucco-dentaire, a ajouté la même source. Par ailleurs, plusieurs patients ont bénéficié de rendez-vous en vue d'une prise en charge de cas nécessitant une intervention chirurgicale en ophtalmologie. Des réductions sur les frais de prise en charge ont également été accordées par l'une des cliniques privées participantes, selon la même source. A cette occasion, la professeure Ibrahim a souligné l'importance de pé-

renniser ce type d'initiatives, qui permettent aux citoyens d'entrer directement en contact avec les médecins et de bénéficier d'examens et d'orientations médicales. Elle a également insisté sur la nécessité d'assurer le suivi des cas dépistés et d'orienter les patients nécessitant une prise en charge complémentaire vers les établissements de santé concernés. La même intervenante a, en outre, appelé à développer cette expérience en coordination avec les directions de la santé et de la population des différentes wilayas du pays, tout en étudiant la possibilité de porter la durée de la manifestation à une semaine. Cette extension permettrait d'accueillir un plus grand nombre de citoyens et d'élargir la participation à d'autres spécialités médicales, tout en tenant compte des obligations professionnelles des équipes médicales, a-t-elle

expliqué. Cette manifestation a été marquée par la participation de plusieurs acteurs du secteur de la santé, notamment le groupe Saidal, des établissements privés, des équipes médicales, des spécialistes et des établissements hospitaliers, qui ont assuré des prestations médicales et l'orientation des bénéficiaires. Le bilan de cette édition souligne l'importance des initiatives de santé de proximité associant dépistage, sensibilisation et orientation médicale, en vue de promouvoir la prévention, de favoriser le dépistage précoce des maladies et d'améliorer la prise en charge des patients nécessitant un suivi spécialisé, a-t-on indiqué. Cette initiative a été organisée par la Direction de la santé et de la population (DSP) de la wilaya, en coordination avec un établissement privé.

APS

# Immanuel Wallerstein avait prédit la chute de l’Empire américain

2<sup>e</sup> partie

*Peu après le 11 Septembre, Immanuel Wallerstein, théoricien des systèmes mondiaux, avait averti que le déclin de l’Empire américain était inévitable. Mais les dirigeants américains ne voulaient pas entendre que leurs jours de gloire appartenaient au passé, et ils ont géré ce déclin de la pire manière qui soit.*

Par Gregory P. Williams (\*)

Les gens savent que vous êtes numéro un. Si vous devez crier, c’est qu’il y a un problème. Il se passe quelque chose. »

Tirer sur le messenger

De nombreux auditeurs de C-SPAN n’ont pas apprécié le message de déclin délivré par Wallerstein. L’un d’eux a demandé si des drapeaux flottaient sur le campus de Yale, compte tenu du parti pris anti-américain apparent de Wallerstein. Un autre a accusé Wallerstein d’avoir échappé à la conscription pour la guerre du Vietnam, sans réaliser que celui-ci avait été appelé sous les drapeaux bien plus tôt, pendant la guerre de Corée. Un troisième a frissonné à l’idée de voir Wallerstein devenir président : « Si un type comme lui venait à diriger les États-Unis, le pays finirait comme un tatou, recroquevillé en boule, attendant qu’on lui donne un coup de pied. »

De telles manifestations d’indignation n’avaient rien d’inhabituel pour Wallerstein, qui avait écrit sur le poids psychologique et national que le déclin hégémonique fait peser sur ceux qui le subissent. C’était une période potentiellement dangereuse pour la politique intérieure et pour les dirigeants vers lesquels le public risquait de se tourner.

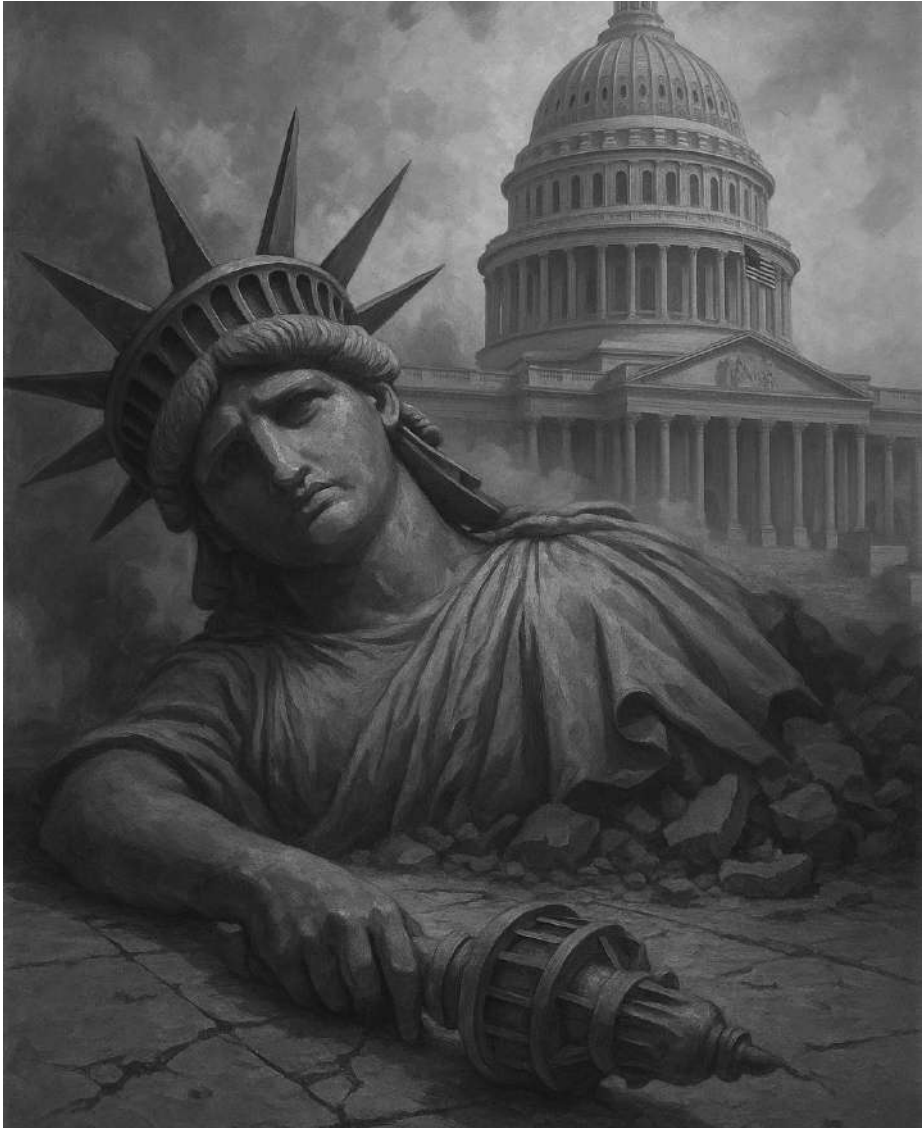
Dans l’émission, Wallerstein a expliqué qu’il n’était que le messenger, et que les États-Unis s’isolaient du monde – non seulement des nations qu’ils devaient courtiser, mais aussi de leurs alliés les plus proches. « Si vous surestimez votre pouvoir et que vous vous comportez en tyran, a-t-il déclaré, vous perdez davantage que si vous vous engagez dans un dialogue élémentaire. »

Le déclin ne signifiait pas pour autant une catastrophe. Historiquement, les puissances hégémoniques ne tombent pas très bas.

Certains auditeurs considéraient que Wallerstein tentait de réformer la politique étrangère américaine. L’un d’eux a demandé comment répondre aux accusations d’anti-américanisme. Wallerstein a expliqué qu’il essayait de faire appel à la raison. Il a fait valoir que la politique étrangère américaine allait à l’encontre des intérêts individuels :

Je ne fais pas appel à votre altruisme. Je fais appel à votre égoïsme. Vous provoquez un impact négatif bien plus rapide sur les États-Unis et sur la vie que vous menez. En termes de niveau de vie, en termes de risque de mortalité, en termes de tout ce que vous défendez, vous serez moins bien lotis en poursuivant ces politiques qu’en changeant de cap.

Le déclin ne signifiait pas une catastrophe. Historiquement, les puissances hégémoniques ne tombent pas très bas. Elles se retrouvent parmi les autres grandes puissances, bien qu’avec un confort matériel supérieur à celui de la plupart d’entre elles (il suffit de regarder les Pays-Bas ou le Royaume-Uni au-



jourd’hui). De plus, comme l’écrivait Wallerstein dans cet essai de 1992, le déclin pourrait être « la plus grande bénédiction qui soit ». Les États-Unis avaient l’occasion d’embrasser la moralité. C’est « Abraham Lincoln qui a donné le ton moral : Tout comme je ne voudrais pas être un esclave, je ne voudrais pas non plus être un maître. »

Au début des années 1990, Wallerstein envisageait deux avenir possibles pour l’Amérique. L’un impliquerait le néofascisme, caractérisé par des conflits sociaux, les couches les plus défavorisées étant soumises à la brutalité et aux préjugés. Le second scénario, plus porteur d’espoir, serait une forme de solidarité nationale fondée sur la social-démocratie et une évolution vers l’égalitarisme.

Bien que Wallerstein ne fût pas enclin à des prévisions excessivement optimistes, il estimait que la voie égalitaire était plus probable que la voie néofasciste. Il envisageait une catharsis, issue d’un « stress social partagé », combinée à la prospérité économique américaine et aux notions populaires de liberté, qui donnerait naissance à un mouvement contre les principaux aspects de la « répartition inégale » : genre, race et ethnicité, âge et classe sociale. Il estimait que l’élan de 1968, après avoir ébranlé l’hégémonie américaine et détrôné l’idéologie du libéralisme centriste, conduirait à un mouvement de masse en faveur du progrès.

Wallerstein s’appuyait également sur l’histoire. Lors des deux premiers cas d’hégémonie dans l’économie mondiale capitaliste – néerlandaise et britannique – le déclin hégémonique avait finalement été suivi d’une évolution vers le bien-être et l’égalité. Pourquoi les États-Unis devaient-ils être si différents ?

Cependant, Wallerstein laissait également ouverte la possibilité d’un néofascisme. Si la fin de la Guerre froide signifiait la fin de la domination américaine sur les deux tiers du monde, alors elle signifiait également la fin du libéralisme centriste en tant que garant culturel de l’économie mondiale capitaliste. Au moins depuis les révolutions de 1848, le libéralisme centriste avait été la force gravitationnelle qui maintenait en échec la gauche radicale et la droite conservatrice.

Le libéralisme centriste promettait la réalisation des droits démocratiques et du bien-être économique, non pas immédiatement pour tous les peuples, mais au cours d’un processus lent et ordonné, géré par l’État sur plusieurs générations. Le libéralisme centriste, comme l’expliquait Wallerstein dans son ouvrage « The Modern World-System IV », était utilisé par « les forts [pour] tempérer le mécontentement des faibles ». Les individus puissants tempéraient le mécontentement des masses faibles, et les États puissants tempéraient celui des États faibles. Pourtant, l’avantage économique des

États-Unis s’est effrité lorsque les pays du Sud ont commencé à rejeter la structure du pouvoir établie à Yalta. Après l’effondrement de l’un des principaux acteurs, l’Union soviétique, les masses et les États faibles se sont révélés ne pas être si faibles que cela, après tout. Dans ce contexte, selon Wallerstein, « les conservateurs redeviendraient des conservateurs, et les radicaux, des radicaux. Les libéraux centristes n’ont pas disparu, mais leur nombre a été réduit ». Les possibilités idéologiques étaient désormais infinies.

Après la Guerre froide, Wallerstein voyait un fort potentiel pour que le déclin de l’hégémonie américaine s’accompagne d’une redistribution économique au niveau national.

Après la Guerre froide, Wallerstein voyait un fort potentiel pour que le déclin de l’hégémonie américaine s’accompagne d’une redistribution économique au niveau national. Dix ans plus tard, le mouvement radical ne s’était pas concrétisé, tandis que les faucons conservateurs étaient solidement installés au pouvoir. Ils cherchaient à faire preuve de puissance militaire car, selon eux, « si Washington n’exerce pas sa force, les États-Unis seront de plus en plus marginalisés ».

Mais Wallerstein estimait que leurs actions avaient l’effet inverse. Compte tenu du caractère inévitable du déclin, la politique étrangère musclée de l’administration Bush « ne fera que contribuer au déclin des États-Unis, transformant une descente progressive en une chute bien plus rapide et tumultueuse ».

Rétrospectivement, l’essai et l’intervention télévisée de Wallerstein en 2002 constituaient une tentative pour faire dévier les États-Unis de leur trajectoire. Il avait manifestement abandonné tout espoir d’un mouvement social-démocrate et reportait désormais son attention sur la puissance hégémonique en déclin elle-même.

À l’été 2002, plus de six Américains sur dix étaient favorables à l’ouverture d’une deuxième guerre en Irak. L’opinion de Wallerstein était celle d’un groupe de critiques impopulaires mais tenaces. Face à de telles critiques, le président Bush se contentait de faire remarquer que l’histoire jugerait ses actions.

Aujourd’hui, il est clair que les faucons n’ont pas pu préserver l’hégémonie américaine, ni refaçonner le monde d’une manière plus favorable aux intérêts des États-Unis. Que s’est-il passé entre cette époque et aujourd’hui ?

Déclin et déni

Le XXI<sup>e</sup> siècle n’a pas été favorable aux États-Unis. Les dirigeants américains ont tout mis en œuvre pour reconquérir leur hégémonie perdue. Alors que la puissance économique des États-Unis s’est affaiblie par rapport au reste du monde, Washington a eu recours à son armée pour faire preuve de force et réaliser ses ambitions politiques.

A suivre)

ARABIE SAOUDITE  
La production  
industrielle chute de  
23,5 % en août

L'indice de la production industrielle de l'Arabie saoudite a reculé de 23,5 % en août 2026 par rapport au même mois de l'année précédente, sous l'effet de la baisse des activités extractives et manufacturières, selon les données publiées dimanche par l'Autorité générale des statistiques. Sur une base mensuelle, l'indice a diminué de 14 % par rapport à juillet, en raison du repli des deux principales composantes de l'activité industrielle. Les données montrent que l'indice des activités pétrolières a chuté de 33,6 % sur un an, tandis que celui des activités non pétrolières a progressé de 1,2 %, traduisant des évolutions divergentes entre les deux secteurs au cours du mois. Par secteur d'activité économique, l'indice des activités extractives a reculé de 35,8 % sur un an et de 24 % par rapport à juillet. L'indice de l'industrie manufacturière a, quant à lui, diminué de 8,8 % en glissement annuel et de 3,2 % en variation mensuelle. Le recul de l'industrie manufacturière s'explique par une baisse de 24,1 % sur un an de la fabrication de coke et de produits pétroliers raffinés, ainsi que par un repli de 3,3 % de la fabrication de produits chimiques et de produits chimiques dérivés. Certaines activités industrielles ont toutefois enregistré une croissance annuelle. L'indice de la production et de la distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné a progressé de 9,4 %, tandis que celui de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement, de la gestion des déchets et des activités de dépollution a augmenté de 7,4 %. Sur une base mensuelle, l'indice des activités non pétrolières a progressé de 1,4 %, tandis que celui des activités pétrolières a reculé de 21,5 %, selon les données préliminaires de l'Autorité.

Agence

ÉGYPTE

# Le taux d'inflation annuel s'établit à 12,8 % en septembre, presque inchangé

*L'inflation mensuelle s'est légèrement accélérée pour atteindre 1,5 % en septembre par rapport au mois précédent. Cette progression s'explique principalement par l'augmentation des prix de plusieurs catégories de biens et de services, notamment les légumes, les fruits, la viande et la volaille.*

L'indice de l'inflation mensuelle des consommateurs s'est accéléré en septembre, enregistrant une hausse de 1,5 % par rapport au mois d'août, pour atteindre 1,5 %, selon les données publiées samedi 10 octobre par l'Agence centrale pour la mobilisation publique et les statistiques (CAPMAS). « Cette progression s'explique principalement par l'augmentation des prix de plusieurs catégories de biens et de services, notamment les légumes, les fruits, la viande et la volaille », précise le CAPMAS. Sur une base mensuelle, les prix de l'alimentation et des boissons – qui représentent plus du tiers du panier des biens et services pris

en compte par l'indice – ont enregistré une hausse de 3,2 %. Cette évolution résulte notamment de l'augmentation des prix des légumes, de 15,1 %, des fruits, de 2,6 %, de la viande et de la volaille, de 2,5 %, ainsi que des poissons et des produits de la mer, de 1,2 %. Sur le plan annuel, en tête de l'augmentation des prix figurent les coûts du logement, notamment les loyers, les factures d'eau, d'électricité, du gaz et les combustibles, avec une progression de 29,6 %. Cette augmentation s'explique notamment par la hausse de 27,5 % des loyers effectifs des logements et de 22,6 % des prix de l'électricité, du gaz et des autres combustibles.

L'inflation annuelle des transports est de 24,4%, en raison de la hausse des prix du carburant et des prix des véhicules, selon le CAPMAS. Les dépenses sur l'éducation ont progressé de 20 %. Le coût des activités liées à la culture et aux loisirs ont enregistré une hausse de 15,4 %. Les prix des meubles, des équipements et des appareils ménagers et des services d'entretien ont progressé de 15,1 %. Selon CAPMAS, l'évolution de l'indice général des prix à la consommation en septembre reflète ainsi une hausse de 1,5 %, dans un contexte où l'inflation annuelle s'est établie à 12,8 %.

Agence

IRAK

## La Banque centrale affirme que les commerçants n'auront pas à supporter l'écart lié au nouveau taux de change du dollar

La Banque centrale d'Irak a annoncé samedi que les commerçants ne seront pas tenus de supporter la différence de change liée au nouveau taux du dollar pour les transferts dont les achats et le financement ont été confirmés à l'ancien taux avant le 7 de ce mois. Les marchés irakiens connaissent des perturbations à la suite de la décision inattendue de la Banque centrale de relever le taux de change du dollar dans le projet de budget fédéral pour l'exercice 2027, le faisant passer de 1 320 à 1 520 dinars pour un dollar. Dans un communiqué publié samedi au sujet des transferts des commer-

cants en attente d'exécution, la Banque centrale d'Irak a indiqué qu'elle suivait les opérations bancaires effectuées avant et après l'ajustement du taux de change et vérifiait le respect, par les banques, des instructions et réglementations en vigueur, afin de protéger les droits des commerçants et des clients. La Banque centrale a appelé les entreprises et les commerçants dont les transferts destinés au financement des importations devaient être exécutés avant le 7 de ce mois à contacter leurs banques pour s'assurer que les opérations avaient bien été traitées. Elle a précisé avoir précédemment renforcé les soldes des

comptes des banques afin de couvrir ces transferts, de surveiller les éventuels retards et de garantir que les commerçants ne soient pas tenus de payer des différences de change pour les transferts dont l'achat et le financement avaient été confirmés à l'ancien taux. La Banque a souligné que « si l'exécution est retardée ou si des montants supplémentaires sont réclamés, une plainte peut être déposée sur la plateforme de réclamations de la Banque centrale d'Irak afin d'assurer le suivi du dossier auprès de la banque concernée ». Elle a ajouté qu'elle coordonnait ses efforts avec les banques et les socié-

tés de paiement électronique en vue de mettre en place des cartes spéciales dédiées au commerce extérieur pour les petits commerçants, afin de faciliter le financement des importations, conformément aux mécanismes et aux réglementations définis par la Banque centrale. L'ajustement du taux de change a fait grimper le cours du dollar sur le marché parallèle irakien à 1 665 dinars, entraînant une forte hausse des prix des produits de première nécessité et des appareils électroménagers.

R I/Agence

MAURITANIE

## Formation d'un nouveau gouvernement

Le président mauritanien, Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, a nommé les membres d'un nouveau gouvernement sur proposition du Premier ministre Mokhtar Ould Diay, reconduit vendredi après la démission de son cabinet, selon l'Agence mauritanienne d'information (AMI). La nouvelle équipe gouvernementale de 29 membres, outre le

Premier ministre, a été annoncée samedi soir au Palais présidentiel à Nouakchott par la ministre secrétaire générale de la présidence de la République, Aissata Ba Yahya. Plusieurs ministères changent de titulaires, notamment la Défense, l'Intérieur, les Affaires économiques, la Santé, l'Energie, l'Agriculture et la Pêche. Ba Ousmane succède à Ha-

nana Ould Sidi à la Défense, tandis qu'El Moutar Ould Ahmed Bouceif prend la tête du ministère de l'Intérieur. Le ministre des Affaires étrangères, de la Coopération africaine et des Mauritaniens de l'extérieur, Mohamed Salem Ould Merzoug, et le ministre de la Justice, Mohamed Ould Soueidatt, conservent leurs fonctions. Selon le communiqué an-

nonçant sa composition, le nouveau gouvernement devra poursuivre la mise en œuvre du programme présidentiel, renforcer la protection sociale des citoyens à faible revenu et promouvoir le développement des villes et des régions de l'intérieur du pays. Pour rappel, le Premier ministre mauritanien, Mokhtar Ould Djay, avait présenté vendredi la démission

de son gouvernement au président de la République. "La démission a été présentée lors d'une audience accordée au Premier ministre au Palais présidentiel", a indiqué la Présidence, dans un communiqué relayé par l'agence de presse AMI. Mokhtar Ould Djay a été nommé au poste de Premier ministre le 2 août 2024.

APS

TUNISIE

## Le ministère du Commerce ouvre un concours externe pour recruter 100 agents de contrôle économique

Le ministère du Commerce et du Développement des exportations organisera, à partir du 10 décembre 2026 et les jours suivants, un concours externe sur épreuves pour le recrutement de 100 agents de contrôle économique, répartis entre plusieurs gouvernorats, selon un arrêté du ministre du Commerce et du Développement des exportations daté du 7 octobre 2026. L'arrêté, publié au Journal officiel de la République tunisienne (JORT) du 9 octobre 2026, fixe le nombre de postes ouverts au concours ainsi que leur répartition selon les lieux d'affectation. La clôture des candidatures en

ligne est prévue pour le 9 novembre 2026 via le site du ministère : [www.commerce.gov.tn](http://www.commerce.gov.tn). Les 100 postes sont répartis comme suit : 10 postes au sein des administrations centrales, 5 à Tunis, 4 dans chacun des gouvernorats de La Manouba, Ben Arous, Ariana, Bizerte, Nabeul, Zaghouan, Béja, Jendouba, Le Kef, Siliana, Kairouan, Kasserine, Gafsa, Sidi Bouzid, Sfax, Sousse, Mahdia, Gabès et Médenine, 3 à Monastir, et 2 dans chacun des gouvernorats de Tataouine, Tozeur et Kébili. Le ministère a appelé les candidats à envoyer leurs dossiers de candidature par courrier recommandé avec accusé de réception à

l'adresse indiquée dans l'arrêté d'ouverture du concours, en précisant sur l'envoi qu'il s'agit du concours externe pour le recrutement d'agents de contrôle économique. L'arrêté prévoit que les candidats doivent être âgés de 35 ans au plus au 1er janvier de l'année d'ouverture du concours. Ils doivent également être titulaires du baccalauréat, d'un diplôme équivalent ou d'un diplôme de formation homologué au même niveau, sous réserve des dérogations légales relatives à l'âge maximal. Le concours se déroulera en trois étapes. La première consiste en une présélection fondée sur un classement automatisé des

candidatures selon le lieu d'affectation et le mérite, dans la limite de dix fois le nombre de postes proposés pour chaque lieu d'affectation. La deuxième étape portera sur l'examen des dossiers et la vérification de leur conformité avec les informations saisies en ligne. Enfin, les candidats retenus passeront une épreuve orale. Pour accéder à l'épreuve orale, les candidats devront obtenir au moins 10 points lors de la phase de présélection. Toute note inférieure à 6 sur 20 à l'épreuve orale entraînera l'élimination du candidat.

R I.

ENGRAIS

L’UEMOA veut aussi intégrer les pays sans phosphate à sa future chaine de valeur

Les gisements de phosphate de l’UEMOA sont concentrés dans quelques pays, mais la future chaîne de valeur sous-régionale ne doit pas profiter aux seuls producteurs. L’organisation veut répartir transformation, formulation et investissement entre ses 8 États.

Les pays membres de l’Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) qui ne produisent pas de phosphate pourraient eux aussi prendre des participations dans les futures industries sous-régionales d’engrais. C’est l’une des pistes avancées par la Commission pour construire une chaîne de valeur qui dépasse la seule géographie des gisements et qui associe l’ensemble des pays de l’Union, a expliqué à l’Agence Ecofin Lénaboua Coulibaly, chef de la Division des mines et hydrocarbures de la Commission. La responsable intervenait dans le cadre de la session d’information et de sensibilisation des journalistes sur les chantiers de l’UEMOA, organisée mi-septembre à Ouagadougou, au Burkina Faso. Elle y a présenté le Livre blanc phosphates-engrais, l’une des 3 filières pilotes retenues pour amorcer le plan stratégique IMPACT 2030. La Commission mène parallèlement depuis juin une campagne de présentation de ces livres blancs aux autorités des États membres.

Une industrie pensée au-delà des pays miniers

L’enjeu dépasse les seuls pays miniers. Pour l’ensemble des 8 États de l’organisation, les importations d’engrais ont représenté en moyenne 543,5 milliards FCFA (environ 929,4 millions USD) par an entre 2020 et 2024, selon des données de la Banque Centrale des Etats de l’Afrique de l’Ouest (BCEAO). L’idée est maintenant de relier plusieurs maillons encore largement séparés : l’extraction du phosphate, sa transformation industrielle, la formulation d’engrais adaptés aux différents sols et leur distribution aux

agriculteurs. La Commission estime disposer dans l’Union de 100 millions de tonnes de phosphates certifiées selon les normes internationales, auxquelles s’ajouteraient environ 5 milliards de tonnes de ressources potentielles non certifiées. Son programme prévoit de caractériser au moins 250 millions de tonnes d’ici 2030. Cette logique sous-régionale doit notamment s’appuyer sur 4 pôles industriels identifiés à Bargny-Ndayane au Sénégal, San Pedro en Côte d’Ivoire, Lomé-Adétikopé au Togo et Kotchari au Burkina Faso. Des unités de mélanges doivent compléter ce dispositif, afin de produire des formulations adaptées aux caractéristiques des sols et des cultures dans les différents bassins agricoles. Le schéma donne ainsi un rôle aux pays ne disposant pas nécessairement d’une importante production minière. Ils doivent pouvoir accéder aux engrais fabriqués dans la région, accueillir des unités de formulation, bénéficier de la cartographie de leurs sols, et, selon Mme Coulibaly, devenir éventuellement actionnaires des industries de production. « Tout comme pour les autres produits, les non producteurs d’engrais pourront bénéficier de la disponibilité sur place des engrais à coût réduit, être épargnés des aléas des importations », a-t-elle ajouté. Les tensions internationales donnent une portée concrète à cet objectif. Dans ses perspectives publiées en avril 2026, la Banque mondiale a prévu une hausse de 31 % des prix mondiaux des engrais sur l’année, sous l’effet notamment des perturbations au Moyen-Orient. Dans une analyse consacrée à l’Afrique de l’Ouest en mai 2025, elle a aussi souligné que les réserves minières et d’hydro-

carbures de la sous-région pourraient soutenir une fabrication locale et réduire le poids des importations coûteuses. Le Togo illustre l’autre versant de cette stratégie. Producteur historique, il dispose selon la Commission de 30 millions de tonnes de phosphate certifié exploitées, et d’environ 2 milliards de tonnes de ressources potentielles de phosphate carbonaté. Mais son industrie reste principalement tournée vers l’exportation de roche phosphatée brute. Son intégration parmi les pôles de production d’engrais doit donc contribuer à déplacer une partie de la valeur vers la transformation locale.

Un modèle qui dépend du secteur privé

Cette nouvelle géographie industrielle reste cependant à financer. Le programme régional 2026-2030 est chiffré à 1 452,5 milliards FCFA. La Commission attend 1 190,9 milliards du secteur privé et 239,5 milliards des États membres, ce qui place les investisseurs privés au coeur de la concrétisation des infrastructures minières, industrielles et logistiques envisagées. Il faut maintenant traduire ces objectifs en engagements nationaux et en projets financiers. La Commission prévoit de mettre en place un comité communautaire chargé d’accompagner des feuilles de route dans chaque État et la mobilisation des financements nécessaires. C’est à ce stade que devra notamment se préciser la manière dont les pays non producteurs pourront effectivement participer aux investissements et trouver leur place dans une chaîne conçue pour aller de la mine jusqu’aux bassins agricoles.

Agence

TRANSPORT AÉRIEN  
Le Tchadien Royal Airways ouvre la ligne Douala-Bangui

La compagnie aérienne tchadienne Royal Airways, arrivée dans le ciel camerounais en novembre 2025, a effectué son vol inaugural sur la ligne Douala-Bangui le 7 octobre 2026. La nouvelle ligne densifie ainsi le réseau de cette compagnie au départ du Cameroun, après les trois vols hebdomadaires prévus entre Douala et Ndjamenà. La desserte de Bangui par Royal Airways vient surtout renforcer l’offre de transport entre Ndjamenà, Douala et Bangui, avec en ligne de mire l’augmentation des échanges commerciaux entre le Tchad, le Cameroun et la RCA. Cette ligne permet également à la compagnie tchadienne de doper son nombre de rotations et de passagers transportés sur la plateforme aéroportuaire de Douala. Depuis le 24 novembre 2025, date son vol inaugural au Cameroun, Royal Airways a transporté près de 4000 passagers pour 212 mouvements effectués à l’aéroport international de Douala, selon Jacob Bahayang, directeur de la plateforme aéroportuaire de la capitale économique du Cameroun. C’est en octobre 2025 que Royal Airways a intégré le programme de vols du Cameroun pour la saison hiver 2025-2026. L’arrivée de cette compagnie avait été révélée au cours d’une réunion de l’Autorité aéronautique visant à examiner et valider les programmes des vols des compagnies opérant dans le pays.

R E.

ZLECAF

Les TPME togolaises face au défi de l’accès au marché continental

Au Togo, les très petites, petites et moyennes entreprises (TPME), qui représentent plus de 90 % du tissu entrepreneurial selon les données relayées par les autorités, font face à un enjeu majeur : élargir leurs débouchés au-delà du marché national. Avec la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), elles disposent d’un cadre destiné à faciliter l’accès au marché africain, qui représente un potentiel de 1,4 milliard de consommateurs. Toutefois, transformer cette perspective en exportations effectives suppose de surmonter plusieurs obstacles structurels. Dans l’agroalimentaire, le textile ou les services, les TPME qui souhaitent se développer à l’international peuvent se heurter à plusieurs difficultés : accès limité à l’information commerciale, méconnaissance des opportunités offertes par la ZLECAF et complexité des règles d’origine. Pour bénéficier des préférences tarifaires prévues par l’accord, les entreprises doivent notamment démontrer que leurs marchandises remplissent les critères d’origine applicables et respecter les formalités requises. Un parcours qui peut se révéler très laborieux, sans une bonne maîtrise des règles et procédures applicables, fait-on observer. « La création d’un marché continental ne

signifie pas automatiquement que nos entreprises seront en mesure d’y accéder et d’en tirer profit. Elles doivent connaître les obligations, maîtriser les règles d’origine et identifier les opportunités au-delà des frontières », souligne l’ACBF (la Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique). Qui plus est, sans une bonne maîtrise des mécanismes de facilitation des échanges, l’ouverture du marché continental risque ainsi de profiter davantage aux entreprises les mieux préparées, tout en accentuant la pression concurrentielle sur celles qui restent essentiellement tournées vers le marché intérieur, indique-t-on.

L’atelier de l’ACBF pour mieux tirer parti de la ZLECAF

Pour bien outiller les TPME togolaises dans leur quête du marché africain, l’Agence pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF) a organisé, le vendredi 9 octobre 2026 à Lomé, un atelier d’information et d’appropriation consacré aux possibilités offertes par la ZLECAF aux entreprises togolaises. Cette session de renforcement des capacités a réuni 50 participants autour du thème : « Tirer profit de la ZLECAF au Togo, maîtriser le proto-

cole sur le commerce des marchandises pour développer les exportations des TPME locales ». Objectif : leur permettre de maîtriser le Protocole sur le commerce des marchandises de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF). Pour Edem Messa-Gavo, responsable principal de la mesure d’impact à l’ACBF, représentant le Secrétaire exécutif de la Fondation, l’atelier de Lomé s’inscrit dans un processus plus large de renforcement des capacités. Il résulte d’un parcours de développement de compétences qui a commencé avec une formation en ligne pour plus de 100 participants venus d’une dizaine de pays. Cette étape a été suivie d’un regroupement intensif du 13 au 17 octobre 2025 à Arusha, en Tanzanie. Depuis cette formation, les deux participants « champions » togolais, Hadarou Ouro-Akonon et Eric Hounou Mawuko, contribuent à la sensibilisation des TPME aux règles et procédures en matière d’exportation. « Nous déployons un plan d’action, comprenant des webinaires mensuels, des campagnes de sensibilisation à l’Université de Lomé, des rencontres ciblées avec les responsables de TPME dans la capitale Lomé et à l’intérieur du pays (Anié, Sokodé, Tchamba. ... Nous

avons en outre des échanges sur les difficultés rencontrées par les TPME togolaises en matière d’exportation », a détaillé Hadarou Ouro-Akonon.

Répondre aux contraintes du terrain

Si « la ZLECAF constitue une opportunité historique pour le continent africain, offre à nos économies la possibilité d’élargir leur marché, de renforcer les chaînes de valeur régionales, de développer les échanges commerciaux et de créer davantage d’emplois, nos entreprises doivent encore renforcer leur connaissance des règles d’origine, des procédures douanières, des mécanismes de facilitation du commerce et des potentialités d’accès au marché, plus Tout ceci donne sa pertinence à l’atelier », souligne Dr Talime Abe, Directeur général du commerce. De fait, l’atelier répond directement aux retours du terrain en apportant des réponses concrètes aux entrepreneurs : notamment sur les opportunités, les facilités et les régimes commerciaux que propose la ZLECAF. Ainsi que sur la complexité technique des règles d’origine, des exigences de conformité et des procédures de facilitation du commerce afin de leur faciliter les démarches d’exploitation.

R I.

# POINT-MARCHÉS

# Des hauts et des bas en attendant les trimestriels

Les marchés financiers ont connu une semaine agitée, marquée par la flambée du pétrole et la hausse des rendements obligataires, sur fond de regain de tensions dans le golfe Persique. Wall Street a pourtant tiré son épingle du jeu, avec de nouveaux records pour le S&P 500 et le Nasdaq. Donald Trump a contribué à calmer les esprits en écartant une attaque contre l'Iran avant les élections de mi-mandat. Le pétrole et les taux refluent légèrement, permettant aux marchés européens, malmenés, de reprendre leur souffle. La saison des résultats devrait désormais prendre le relais.

## TOPS / FLOPS DE LA SEMAINE

## TOP Europe

**Bridgepoint +21,17 %** : le gestionnaire britannique d'actifs alternatifs bondit après avoir relevé ses prévisions annuelles de bénéfices, porté par la performance "exceptionnelle" d'ECP V, son fonds de capital-investissement spécialisé dans l'énergie et les infrastructures. Cette hausse devrait renforcer les flux de trésorerie lors du prochain cycle du fonds.

**Imperial Brands +8,96 %** : le groupe de tabac britannique profite de l'annonce d'un programme de rachat d'actions de 1,5 MdGBP, prévu pour le prochain exercice et courant jusqu'au 29 octobre 2027. Il anticipe une hausse de son chiffre d'affaires net en 2026, dans le tabac comme dans les produits de nouvelle génération.

Tesco +7,42 % : le leader britannique de la grande distribution relève le bas de sa fourchette de prévisions annuelles, après avoir dégagé un bénéfice opérationnel ajusté de 1,783 MdGBP sterling au premier semestre, en hausse de 6,5%. Le groupe porte également son programme de rachat d'actions prévu pour 2027 à 950 MdGDP, contre 750 millions auparavant.

Genmab +8,33 % : la biotech danoise s'envole après des résultats cliniques prometteurs. Epkinly, développé avec AbbVie, réduit de 51% le risque de progression de la maladie ou de décès chez des patients atteints d'un lymphome, dépassant les attentes. Le groupe dévoile également des données encourageantes sur son traitement expérimental du cancer de l'ovaire.

## FLOP Europe

Pennon -22,19 % : le distributeur d'eau britannique chute après l'annonce d'une augmentation de capital de 550 MGBP, à 2,50 livres par action, et d'une réduction de son dividende. Ces mesures doivent financer un milliard de livres d'investissements supplémentaires dans ses réseaux réglementés.

Modern Times -15,05 % : le groupe suédois de jeux vidéo recule après le report à 2027 de l'introduction en Bourse de sa filiale indienne PlaySimple. DNB Carnegie et SB1 Markets maintiennent leur recommandation d'achat et relèvent leurs objectifs de cours respectifs à 167 et 160 couronnes suédoises.

Opmobility -17,58 % : l'équipementier français réduit son objectif de marge opérationnelle 2026, de plus de 490 millions à 430-450 MEUR, et annonce 770 suppressions de postes en France et en Allemagne. Deutsche Bank maintient sa recommandation "conserver", mais abaisse son objectif de cours de 14 à 11 euros.

Schneider Electric -12,08 % : le spécialiste français de la gestion de l'énergie plonge après l'annonce du rachat de PTC pour 23,7 MdsUSD, jugé coûteux. JPMorgan abaisse sa recommandation à "neutre" et son objectif de cours à 310 euros. AlphaValue réduit d'environ 5% sa prévision de bénéfice par action pour 2027.

## TOP US

XP +49,86 % : le courtier brésilien a signé sa meilleure séance depuis son introduction en Bourse lundi. En cause, le premier tour de la présidentielle, où le candidat de droite Flavio Bolsonaro est arrivé en tête. Jugé plus favorable aux entreprises, il devient le favori du second tour. Le courtage est le premier bénéficiaire du retour de l'appétit pour les actions brésiliennes. UBS, JPMorgan et Itaú BBA ont relevé leurs objectifs de cours. Nu Holdings +20,03 % et Mercado Libre +11,39 % signent

également une belle semaine boursière, portées par l'actualité brésilienne.

PTC +35,01 % : l'éditeur de logiciels de conception industrielle s'est envolé après l'annonce de son rachat par Schneider Electric, pour une valeur d'entreprise de 23,7 MdsUSD. Le français paie 205 dollars par action, soit une prime de 42% sur le dernier cours.

Vaxcyte +26,38 % : la biotech s'est envolée lundi après les résultats positifs de son essai pivot de phase 3 sur VAX-31, son vaccin antipneumococcique à 31 valences. Chez les adultes de 50 ans et plus, il fait au moins aussi bien que les vaccins concurrents de Pfizer et de Merck sur les souches communes, et mieux sur quatre souches supplémentaires. Le groupe a aussitôt levé un milliard de dollars pour financer la suite du développement.

Spotify +11,89 % : la plateforme de streaming audio va étendre son offre de livres audio de 22 à plus de 180 marchés d'ici la fin de l'année, avec 350 000 titres dans plus de 120 langues. Un relais de croissance que les analystes voient déjà soutenir les marges. Le groupe a par ailleurs reconduit son contrat avec Joe Rogan, son podcaster vedette, à des conditions proches des précédentes.

## FLOP US

Secteur IA et Semiconducteurs : les valeurs liées à l'IA ont décroché dans un environnement devenu hostile. La flambée du pétrole a ravivé les anticipations d'inflation, poussant le rendement à dix ans américain au plus haut depuis 2002, alors que la Fed envisage encore une hausse de taux d'ici la fin de l'année. De quoi peser sur les valorisations et renchérir le financement de la course à l'IA. S'y ajoute un article du Financial Times chiffrant les revenus d'OpenAI bien en deçà des estimations. Les plus grandes baisses du secteur concernent Teradyne -10,32 %, ARM -13,4 %, Coherent -7,25 % et Intel -12,26 %.

Secteur des équipements agricoles : les fabricants ont décroché après l'ouverture d'une enquête conjointe de l'autorité de la concurrence américaine et du ministère de l'Agriculture sur d'éventuelles pratiques anticoncurrentielles. Les agriculteurs se plaignent des obstacles à l'achat de matériel et à l'accès aux pièces détachées et aux réparations, un marché que les constructeurs gardent largement captif. Caterpillar -5,32 %, CNH Industrial -15,44 %, AGCO -9,89 % et Deere & Company -9,62 % ont perdu environ 6% sur la séance. C.H. Robinson -9,77 % : le commissionnaire de transport a décroché après l'annonce du rachat de son concurrent RXO, pour 5,8 MdsUSD en numéraire et en actions, avec une prime de 29%. L'opération doit renforcer sa position dans le courtage routier et la livraison du dernier kilomètre en Amérique du Nord, avec 300 MUSD de synergies attendues sous deux ans. Le marché juge le prix élevé dans un secteur déjà pénalisé par la flambée du diesel.

## Matières premières

Matières premières : Un pas en avant, un pas en arrière pour le pétrole. La menace iranienne sur le détroit d'Ormuz a dominé les flux d'information cette semaine, entretenant une prime de risque géopolitique sur l'ensemble des matières premières énergétiques. Le pétrole a vécu une semaine en deux temps, avec un rebond marqué en milieu de semaine avant un reflux partiel. Jeudi, le WTI bondissait de 3,4% en séance à 91,27 USD/bbl et le Brent de 3,9% à 104,07 USD/bbl, portés par les déclarations iraniennes sur le maintien du contrôle du détroit d'Ormuz. La hausse s'est dégonflée après que Donald Trump a exclu

toute frappe contre Téhéran avant les élections de mi-mandat, mais le WTI est resté au-dessus de 90 USD, pendant que le Brent se négociait à 102 USD.

Le cuivre s'impose comme la surprise haussière de la semaine. La dynamique reflète les anticipations de demande industrielle liées à l'accélération des infrastructures énergétiques en Asie, dans un contexte où les plans de stockage et de transition électrique mobilisent des volumes croissants de métaux de base. L'argent, en revanche, cède 1,1% à 60,44 USD/oz, tandis que l'or reste quasi stable à 4 184 USD/oz, signe que la prime de risque géopolitique est déjà largement intégrée dans les cours du métal jaune, qui s'est toutefois réveillé vendredi.

## Macroéconomie

Macro : Semaine assez calme sur le plan macro. En l'absence de statistiques économiques majeures, les taux ont (enfin) commencé à se stabiliser. Le prochain grand rendez-vous pour les investisseurs sera la publication de l'inflation du mois de septembre aux Etats-Unis. Ce sera le dernier chiffre important avant la prochaine réunion de la Fed, fin octobre. Pour l'heure, le statu quo semble avoir une bonne longueur d'avance. Les investisseurs anticipent plutôt une hausse de taux en décembre, alors que plusieurs responsables de la Fed ont récemment indiqué ne pas estimer être dans l'urgence. Du côté de la BCE, le scénario d'une pause en octobre et d'une hausse en décembre est aussi celui qui se dessine.

Crypto : Le bitcoin a finalement cédé aux pressions du marché obligataire. Après avoir re-

trouvés les 86 000 USD en début de semaine, la principale cryptomonnaie est retombée autour de 82 500 USD vendredi. La flambée du pétrole, la hausse des rendements américains et le renforcement du dollar ont refroidi l'appétit pour le risque. L'éther a davantage souffert, avec un recul hebdomadaire supérieur à 7%. Le mouvement a également touché les valeurs liées aux cryptomonnaies, notamment Coinbase, Strategy et Robinhood. Le bitcoin, qui avait récemment montré une certaine résilience face aux mauvaises nouvelles (Clarity Act, hausse des taux), ne parvient pas cette fois-ci à s'affranchir du contexte macroéconomique qui pèse trop lourd sur les actifs risqués.

L'articulation entre géopolitique, obligatoire et intelligence artificielle domine toujours l'actualité financière. Sur la semaine écoulée, il y a eu du positif et du négatif sur chacune des thématiques.

La semaine prochaine marque le retour des résultats trimestriels. En Europe, LVMH, Rio Tinto, ASML et Schneider donneront le tempo. Aux Etats-Unis, les firmes de Wall Street seront de la partie, notamment JPMorgan Chase, Goldman Sachs, Bank of America ou Blackrock. Johnson & Johnson, Unidehealth et Fastenal apporteront un peu de variété.

Dans le domaine macroéconomique, l'inflation américaine de septembre sera publiée mercredi. Les économistes attendent en moyenne une inflation globale annuelle de 3,6% et une inflation de base de 2,4%.

Agence

## COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



## COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

**Cours du : 08 Octobre 2026**  
**Valeur : 12 Octobre 2026**

| BASE | DEVISES |                     |                                                                                       | COURS ACHAT | COURS VENTE |
|------|---------|---------------------|---------------------------------------------------------------------------------------|-------------|-------------|
| 1    | USD     | US DOLLAR           |  | 134.4212    | 134.4362    |
| 1    | EUR     | EURO                |  | 150.3770    | 150.4207    |
| 1    | GBP     | POUND STERLING      |  | 177.5240    | 177.6612    |
| 100  | JPY     | JAPANESE YEN        |  | 84.9853     | 85.0109     |
| 1    | CNY     | CHINESE YUAN        |  | 20.0491     | 20.0516     |
| 1    | CHF     | SWISS FRANC         |  | 161.4863    | 161.6014    |
| 1    | CAD     | CANADIAN DOLLAR     |  | 94.3638     | 94.3942     |
| 1    | DKK     | DANISH KRONE        |  | 20.1202     | 20.1228     |
| 1    | SEK     | SWEDISH KRONA       |  | 13.4146     | 13.4175     |
| 1    | NOK     | NORWEGIAN KRONE     |  | 14.0184     | 14.0317     |
| 1    | AED     | UAE DIRHAM          |  | 36.5921     | 36.6052     |
| 1    | SAR     | SAUDI RIYAL         |  | 35.8046     | 35.8105     |
| 1    | KWD     | KUWAITI DINAR       |  | 436.1493    | 436.3395    |
| 1    | TND     | TUNISIAN DINAR      |  | 44.6861     | 45.1352     |
| 1    | MAD     | MOROCCAN DIRHAM     |  | 13.4834     | 13.4849     |
| 1    | LYD     | LIBYAN DINAR        |  | 20.8725     | 20.9794     |
| 1    | MRU     | MAURITANIAN OUGUIYA |  | 3.3555      | 3.3660      |
| 1    | SDR     | SPEC. DRA. RIGHTS   |                                                                                       | 181.7711    | 181.7711    |

FACE AUX CHOCS ÉNERGÉTIQUES

# La Banque mondiale discute d'une aide de crise avec 30 à 40 pays

*La Banque mondiale est en discussion avec 30 à 40 pays au sujet d'une éventuelle aide d'urgence destinée à les aider à faire face aux chocs énergétiques et à la hausse des prix provoqués par la guerre au Moyen-Orient, a déclaré son président, Ajay Banga, dans un entretien accordé à Reuters.*

Selon M. Banga, l'économie mondiale a fait preuve d'une résilience relativement importante, notamment grâce aux investissements massifs dans l'intelligence artificielle (IA) et aux ajustements de l'offre et de la demande de pétrole. Cette situation explique pourquoi peu de pays ont sollicité les premiers 25 milliards de dollars de fonds d'urgence mis à disposition par la Banque mondiale au début de la guerre, fin février. Toutefois, la forte hausse des prix du diesel et des engrais, ainsi que d'autres facteurs, notamment la menace d'un phénomène météorologique de type super-El Niño, accentuent les difficultés auxquelles sont confrontés les pays en développement, a indiqué Ajay Banga lors de cet entretien, accordé à la veille des réunions annuelles du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale prévues cette semaine. « Les pressions sont bien réelles et je pense que, dans les mois à venir, davantage de pays pourraient venir solliciter une partie de cette première enveloppe de 50 à 60 milliards de dollars », a déclaré M. Banga, faisant référence aux 25 milliards de dollars initiaux, auxquels s'ajoutent 35 milliards de dollars supplémentaires que les pays pourraient mobiliser en réaffectant des ressources issues de projets de la Banque mondiale déjà approuvés. « Nous verrons bien, mais nous sommes prêts. Nous sommes mobilisés. Nous discutons avec plusieurs d'entre eux. Vous savez, 30 à 40 pays sont actuellement en dialogue avec nous », a-t-il ajouté. De nombreux pays en développement ont été durement touchés par la flambée des prix de l'énergie et par les taux d'intérêt élevés, qui ont renchéri les coûts d'emprunt, alors que leurs finances publiques restent fragilisées par les mesures prises durant la pandémie de COVID-19 et par la poussée inflationniste consécutive à l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Selon les estimations de la Banque mondiale, les pays en développement doivent rembourser environ 400 milliards de dollars à leurs créanciers extérieurs en 2026, les seuls paiements d'intérêts représentant un tiers de ce montant. Ajay Banga a précisé que davantage de pays s'étaient montrés intéressés par la restructuration de projets existants que par le recours au mécanisme d'aide d'urgence immédiate pour répondre à leurs besoins de liquidités. Si la situation venait à se détériorer, la Banque pourrait mobiliser jusqu'à 100 milliards de dollars de financements, a-t-il indiqué, soit davantage que les 70 milliards de dollars décaissés pendant la pandémie. Le mois dernier, la Banque mondiale a annoncé avoir mobilisé un montant record de 112 milliards de dollars de capitaux privés au cours de l'exercice clos en juin, contre 69 milliards de dollars un an auparavant. Ce montant représente plus du triple de celui enregistré en 2022, avant l'arrivée à la présidence de M. Banga, ancien directeur général de Mastercard. À ces financements se sont ajoutés 123 milliards de dollars provenant des ressources propres de la Banque au cours du même exercice, portant le total des financements mobilisés à 235 milliards de dollars, a précisé Ajay Banga. Il a souligné l'importance de mobiliser toutes les ressources disponibles, notamment à un moment où les pays occidentaux réduisent fortement leur aide publique bilatérale au développement. « Il n'existe pas de solution unique adaptée à toutes les situations lorsque le monde est confronté à ce type de difficultés. Il faut déterminer comment adapter ses dépenses aux moyens dont on dispose », a déclaré M. Banga. Il s'attend à une nouvelle progression des flux de capitaux privés dans les années à venir, favorisée par l'élargissement des garanties

contre les risques politiques accordées par l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) de la Banque mondiale, le développement des financements en monnaies locales et la poursuite des réformes réglementaires visant à faciliter les investissements étrangers. La hausse des investissements privés a été particulièrement marquée dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, comme l'Argentine et l'Inde, qui ont attiré 50 milliards de dollars de capitaux privés, ainsi que dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, notamment le Bangladesh et l'Angola, qui en ont mobilisé 37 milliards de dollars. Des efforts supplémentaires restent toutefois nécessaires pour accroître les quelque 3 milliards de dollars de capitaux privés dirigés vers les pays à faible revenu. « Dans les petits pays, les montants n'ont pas suffisamment augmenté et des difficultés persistent », a-t-il déclaré, ajoutant que la Banque annoncerait cette semaine de nouvelles initiatives visant à garantir aux microentreprises ainsi qu'aux petites et moyennes entreprises un meilleur accès aux capitaux privés. Ajay Banga a également souligné que la progression des capitaux privés concernait plusieurs régions du monde. L'Amérique latine et les Caraïbes ont enregistré la plus forte hausse, avec 36,3 milliards de dollars mobilisés au cours du dernier exercice, suivies de l'Europe et de l'Asie centrale, avec 21,3 milliards de dollars, de l'Asie du Sud, avec 19,2 milliards de dollars, et de l'Afrique, avec 22 milliards de dollars. Selon la Banque mondiale, les dix principaux pays bénéficiaires étaient le Brésil, l'Inde, la Turquie, la Roumanie, le Nigeria, l'Argentine, l'Afrique du Sud, le Bangladesh, le Mexique et le Chili.

R I.

RUSSIE

## Le cloud du géant de la tech Yandex affecté par une attaque de drone

Yandex, surnommé le «Google russe», est le principal moteur de recherche en russe et opère une infrastructure cloud ainsi que de nombreux services, comme les taxis ou les livraisons. Le géant russe de la tech Yandex a indiqué dimanche que son infrastructure cloud était en panne après une nouvelle attaque de drone ukrainienne sur un centre de données. «À la suite d'une attaque de drone, l'infrastructure du centre de données de Vladimir (est de Moscou NDLR) a été endommagée. Les opérations du centre de données ont été complètement interrompues», a indiqué l'entreprise sur Telegram. Le reste des ressources de l'infrastructure «sont instables» et la plateforme «est en panne», précise-t-il. Yandex a précisé que l'attaque n'avait pas fait de victime et que des réparations étaient en cours. Yandex, surnommé le «Google russe», est le principal moteur de recherche en russe et opère une infrastructure cloud ainsi que de nombreux services, comme les taxis ou les livraisons. Il est aussi dominant dans le monde russophone. Yandex avait indiqué que son centre de données situé dans la ville de Kalouga avait été endommagé vendredi, après celui de Sassovo jeudi, respectivement à 150 km au sud-ouest et à 300 kilomètres au sud-est de Moscou. Plusieurs centres de données informatiques et infrastructures liées à des opérateurs internet et de téléphonie mobile ont été visés par l'armée russe en Ukraine lors des trois dernières semaines, provoquant des pannes.

R I.

ALLEMAGNE

## Les faillites d'entreprises bondissent de 13 % en septembre

Les faillites d'entreprises continuent de progresser en Allemagne, malgré des perspectives économiques plus favorables. En septembre 2026, 1 666 sociétés de personnes et de capitaux ont été déclarées insolvable, soit 13 % de plus qu'un an auparavant. Dans le même temps, Berlin a relevé à 1,3 % sa prévision de croissance pour 2026, mettant en évidence une reprise encore inégale. Selon une étude publiée jeudi 8 octobre par l'Institut Leibniz de recherche économique de Halle (IWH), le nombre d'insolvabilités enregistrées en septembre a augmenté de 9 % par rapport à août. Il dépasse de 85 % la moyenne des mois de septembre de 2016 à 2019, avant la pandémie de Covid-19. Sur l'ensemble de juillet à septembre 2026, l'IWH recense 4 880 insolvabilités, en légère baisse de 2,3 % par rapport au deuxième trimestre. Celui-ci avait atteint son niveau le plus élevé depuis 21 ans. Malgré ce recul, le troisième trimestre demeure le deuxième plus mauvais depuis 2005 pour les entreprises couvertes par l'indicateur. Le nombre d'emplois concernés par les

défaillances des grands employeurs a diminué de 10 % d'un trimestre sur l'autre, pour s'établir à environ 41 000. Pour le seul mois de septembre, l'institut dénombre environ 11 600 postes dans les 10 % d'entreprises insolvable les plus importantes : 28 % de moins qu'en août et 44 % de moins qu'en septembre 2025, mais encore 131 % au-dessus de la moyenne des mois de septembre de 2016 à 2019. Parmi les entreprises connues ayant été concernées par une procédure d'insolvabilité au troisième trimestre, l'institut cite les chaînes commerciales Hellweg, BayWa-Baumärkte et Mäc-Geiz.

### Les services et plusieurs régions sous pression

Les difficultés ne concernent pas uniquement l'industrie. Au troisième trimestre, les insolvabilités ont atteint des sommets depuis le début des relevés de l'IWH en 2020 dans plusieurs activités de services : finance et assurance, information et communication, ainsi que services professionnels, scientifiques, techniques et autres services aux entreprises.

De nouveaux records sur cette même période d'observation ont également été relevés à Hambourg, en Hesse, en Rhénanie-Palatinat, dans le Bade-Wurtemberg et en Thuringe. Dans cette dernière région, quelque 2 500 emplois ont été concernés au troisième trimestre, notamment à la suite de défaillances industrielles. Les entreprises allemandes restent confrontées aux coûts de l'énergie et du financement, au renchérissement de certains matériaux et à la faiblesse de l'utilisation des capacités de production. Ces facteurs compliquent notamment la reprise de l'investissement privé, selon le ministère fédéral de l'Économie et de l'Énergie.

### Berlin relève sa prévision de croissance à 1,3 %

Paradoxalement, les perspectives de l'économie allemande se sont améliorées. Jeudi 8 octobre, la ministre fédérale de l'Économie et de l'Énergie, Katherina Reiche, a présenté les nouvelles prévisions d'automne du gouvernement : 1,3 %

de croissance du PIB en 2026, contre 0,5 % dans la projection de printemps, soit une révision de 0,8 point de pourcentage. Berlin anticipe ensuite une progression de 1,1 % en 2027, puis de 0,6 % en 2028. La reprise du premier semestre 2026 a été principalement portée par les exportations et la consommation publique, malgré la hausse des prix de l'énergie. Au deuxième trimestre, les exportations allemandes ont notamment bénéficié d'achats de produits industriels à forte intensité énergétique destinés à reconstituer les stocks face aux pénuries mondiales. Les dépenses publiques dans les infrastructures et la défense doivent également soutenir l'activité. La reprise de la consommation des ménages pourrait toutefois rester limitée par la hausse des prix, malgré la progression des salaires réels. Quant à l'investissement privé, le ministère ne prévoit qu'un redressement progressif à partir de 2027, en raison des coûts élevés et des incertitudes géopolitiques.

Agence

# Comment les détecteurs d'IA devinent-ils qu'un texte vient de ChatGPT ?

Dans le premier volet d'une enquête concernant les détecteurs d'IA, Pangram et GPTZero ont plutôt bien reconnu les textes entièrement humains ou générés par ChatGPT. Les choses devenaient beaucoup moins claires avec un usage "hybride". On s'est toutefois posé la question : que se passe-t-il vraiment entre le moment où l'on colle quelques centaines de mots dans un détecteur et celui où apparaît un verdict à 97 ou 100 % IA ? Pour le comprendre, il faut déjà oublier une partie de ce que l'on raconte encore sur ces outils...

1<sup>re</sup> partie



Un texte entre dans Pangram ou GPTZero, l'interface mouline quelques secondes et le verdict tombe : humain, IA, mixte, le tout accompagné d'un pourcentage qui semble d'une précision redoutable. Pourtant le détecteur ne « sait » pas que ChatGPT a écrit le texte. Voilà toute la nuance est là. Il ne dispose pas d'un registre recensant les réponses produites par ChatGPT, Claude ou Gemini et ne demande pas secrètement à OpenAI si le passage vient de ses serveurs. Dans le cas de Pangram et GPTZero, il essaie plutôt de répondre à une question statistique : à quelle famille de textes ce que je viens de lire ressemble-t-il le plus ?

Comment un détecteur analyse-t-il réellement un texte ?

## Non, un détecteur d'IA n'est pas un logiciel antiplagiat

Une petite distinction s'impose ici, d'autant que Pangram propose aujourd'hui les deux fonctions. Avec son abonnement payant, le service peut également lancer un contrôle antiplagiat, il compare alors le document à des sources existantes et signale les passages similaires, avec leur provenance lorsqu'elle est identifiée. Pangram affirme effectuer cette recherche parmi des milliards de pages web, articles, publications académiques ou livres. La détection d'un texte généré par IA ne fonctionne pas, du tout, de cette manière. Pangram ne cherche pas une copie du passage quelque part sur le Web pour déterminer qu'il vient de ChatGPT ou autre. Son modèle analyse le texte qui lui est soumis et tente d'en estimer la provenance à partir des caractéristiques qu'il a appris à reconnaître. Pangram permet de visualiser assez simplement le début du processus. Le texte est d'abord découpé en tokens, des unités qui peuvent correspondre à un mot, une partie de mot ou un signe de ponctuation. Chacun est ensuite converti en une représentation numérique, ou embedding, ex-

ploitable par le réseau neuronal. N'oubliez pas derrière cela quelques règles écrites à la main, pour caricaturer, des choses comme « beaucoup de tirets longs = ChatGPT » ou « phrases trop régulières = IA ». Le réseau apprend à combiner un grand nombre de caractéristiques présentes dans les mots, les phrases, tout autant que dans leur contexte. Autrement dit, pour son volet détection IA, le logiciel ne cherche pas à retrouver votre texte ailleurs, il cherche plutôt à déterminer à quelle forme d'écriture il ressemble.

## Derrière Pangram, il y a... un modèle de langage

C'est là que le fonctionnement devient assez intéressant puisque, pour détecter l'écriture d'une intelligence artificielle, Pangram s'appuie lui-même sur un modèle de langage. Son socle repose sur une architecture dite Mixture-of-Experts (MoE) : plusieurs sous-réseaux spécialisés composent le modèle et seule une partie d'entre eux est sollicitée selon ce qu'il analyse. Pangram ajoute ensuite à cette base plusieurs « têtes de classification », autrement dit, des modules chargés de transformer les représentations du texte en prédictions sur son origine. En quelque sorte, c'est le même matériau de départ que pour une IA générative, mais avec une toute autre mission. Un LLM, comme le sont ChatGPT ou Claude, utilise ses représentations du langage pour déterminer quel token pourrait venir ensuite. Pangram les exploite pour répondre à d'autres questions : ce passage paraît-il humain ? généré ? assisté ? mélange-t-il plusieurs origines ? Tous les détecteurs n'utilisent pas exactement la même architecture. GPTZero décrit de son côté son système comme un modèle de deep learning hiérarchique, multitâches et capable de produire des analyses sur plusieurs niveaux du texte. Pour nos essais lors du premier volet, nous avons utilisé GPTZero 4.1m, le modèle

disponible dans l'interface au moment de nos tests. Dans les deux cas, l'idée première reste cependant la même, à savoir d'utiliser une IA entraînée à comprendre les régularités du langage pour essayer de reconnaître l'écriture d'autres IA.

## Et les filigranes invisibles laissés par les IA ?

Oui, il existe bien une autre manière d'identifier un texte généré. Tout simplement avec un marquage au moment même de sa création. Depuis peu, cette piste ne concerne plus seulement Google ou Claude.

OpenAI vient d'annoncer textGrain, un filigrane invisible destiné aux textes générés par ChatGPT et Codex (pour l'Union européenne). Comme SynthID chez Google, il ne repose pas sur des caractères cachés, ni sur une métadonnée ajoutée au document. Le système agit directement sur la génération en orientant très légèrement les choix de mots effectués par le modèle afin de faire apparaître, à condition d'une longueur suffisante, un motif statistique qu'un détecteur peut ensuite rechercher. Ce type de marquage est mis en place pour répondre notamment aux nouvelles obligations de l'AI Act européen qui impose aux fournisseurs de rendre les contenus générés ou manipulés par IA détectables. Google utilise déjà SynthID pour plusieurs types de contenus, et OpenAI s'engage désormais dans la même voie pour le texte.

Cette approche ne remplace toutefois pas la raison d'être de services comme Pangram ou GPTZero. Cette méthode suppose que le service qui génère le texte ajoute lui-même le filigrane, et ce dès le départ. De son côté, un détecteur généraliste doit pouvoir analyser un texte dont il ignore totalement l'origine et qui peut avoir été produit par un modèle ne laissant aucune signature.

Et puis, surtout, l'efficacité du filigrane est imparfaite. OpenAI indique notamment que textGrain est bien plus fiable lorsque le texte s'allonge, mais que son signal peut fortement se dégrader après réécriture. Dans ses propres essais, remplacer 10 % des mots par des synonymes faisait déjà nettement chuter la détection et la modification d'un quart du vocabulaire la réduisait drastiquement. Un résultat négatif ne nous permet donc pas d'affirmer qu'un texte n'a jamais été généré par IA.

## Non, tout ne repose plus sur la « perplexité »

C'est pourtant l'explication que l'on retrouve encore souvent lorsqu'on recherche comment fonctionnent les détecteurs d'IA. La perplexité permet, pour rester simple, de mesurer à quel point une suite de mots est prévisible pour un modèle de langage.

(A suivre)

## Anthropic lance Claude Haiku 5.5

Plus rapide et moins cher que son prédécesseur, ce modèle est conçu pour les assistants IA, l'analyse documentaire et les tâches automatisées à forte volumétrie. Quelques jours après les lancements d'Opus 5.5 et Sonnet 5.5, Anthropic complète sa gamme avec Haiku 5.5. Présenté comme son modèle le plus rapide, le moins cher et le plus performant dans la catégorie des petits modèles, il cible les entreprises cherchant à déployer des applications d'IA générative à grande échelle tout en maîtrisant leurs coûts d'exploitation.

Positionné sur les traitements volumineux et répétitifs, le modèle vise les cas d'usage tels que le résumé de documents, la classification de contenus, les requêtes sur bases de données, l'extraction d'informations ou encore les assistants conversationnels à forte volumétrie. Anthropic le présente également comme un bon complément de ses modèles plus puissants, Sonnet 5.5 et Opus 5.5, dans des architectures multi-agents.

## Des progrès sur les performances et l'usage agentique

L'éditeur met en avant des gains significatifs sur plusieurs benchmarks liés au raisonnement, à l'utilisation d'un ordinateur et aux tâches de développement logiciel. Le modèle bénéficie également d'un mécanisme de réglage du niveau d'effort de calcul, permettant aux entreprises d'arbitrer entre rapidité d'exécution, qualité des réponses et coûts d'inférence. Le fournisseur affirme aussi avoir amélioré les capacités de contrôle d'ordinateur et de navigation web du modèle, deux domaines devenus stratégiques avec l'essor des agents IA capables d'exécuter des tâches de manière autonome. Haiku 5.5 est ainsi destiné aux applications nécessitant des temps de réponse très faibles, comme le support client en temps réel ou les assistants intégrés aux applications métiers.

Anthropic indique avoir réduit les comportements indésirables observés sur les précédentes générations de modèles. Les garde-fous de Haiku 5.5 limitent notamment certains usages liés aux tests d'intrusion et aux activités de cybersécurité offensives. Cette approche s'inscrit dans la stratégie plus large du fournisseur visant à renforcer les mécanismes de sécurité sur l'ensemble de la famille Claude 5.5.

## Une bataille qui se joue désormais sur les coûts

Selon Anthropic, Claude Haiku 5.5 coûte en moyenne 75 % moins cher à exploiter que son prédécesseur, Haiku 4.5. Pour les prompts de moins de 100 000 tokens, le prix par million de tokens passe de 1 à 0,10 dollar en entrée et de 5 à 0,50 dollar en sortie. Au-delà de ce seuil, les tarifs s'élèvent respectivement à 0,50 et 2,50 dollars. Cette baisse moyenne tient notamment compte du nouveau tokenizer, qui génère davantage de tokens pour un même texte. Anthropic réduit également de 50 % le coût des lectures de cache sur Sonnet 5.5, une évolution susceptible de diminuer d'environ 20 % le coût de nombreux workflows agentiques. Claude Haiku 5.5 est disponible sur les principales plateformes cloud, dont Amazon Web Services, Google Cloud et Microsoft Azure. Les développeurs peuvent également y accéder depuis la plateforme Claude en utilisant l'identifiant claude-haiku-5.5.

# Pourquoi la Chine et l'Europe négocient sur les voitures hybrides et les terres rares

Bruxelles annonce avoir obtenu de Pékin une division par deux des exportations chinoises de voitures hybrides vers l'Union européenne. En échange, la Chine promet de faciliter l'octroi des licences d'exportation de terres rares. L'Europe protège ses constructeurs automobiles, mais ses industriels ont toujours besoin des aimants fabriqués en Chine.

La Commission européenne envisage depuis janvier d'encadrer les hybrides chinois. Pékin venait d'accepter des prix minimum sur ses voitures électriques en échange de la levée des surtaxes, mais les modèles hybrides, simples ou rechargeables, étaient exclus de ce système. Neuf mois plus tard, Maros Sefcovic, commissaire européen au Commerce, a conclu un compromis sur ces véhicules avec Wang Wentao, ministre chinois du Commerce, après deux jours de discussions à Pékin. La Chine a assorti l'accord d'une promesse sur les terres rares. Pourquoi Bruxelles veut-elle freiner ces hybrides, et pourquoi a-t-elle besoin de Pékin pour ses terres rares ?

## Pourquoi Bruxelles veut freiner les exportations chinoises des voitures hybrides ?

Si Bruxelles veut freiner ces hybrides, c'est parce que l'Union ne leur applique pas les surtaxes décidées en octobre 2024 contre les voitures électriques chinoises. Un importateur peut payer jusqu'à 45,3 % de droits sur une voiture électrique fabriquée en Chine, et 10 % seulement sur un modèle hybride. Sous le capot de ce dernier, il y a un moteur thermique et un moteur électrique, et l'automobiliste peut brancher la version rechargeable sur une prise. Les constructeurs chinois ont vite profité de l'écart. D'après le Financial Times, les importations d'hybrides chinois sont passées de 3 800 unités en octobre 2024 à 50 000 sur le seul mois de juillet 2026. En septembre, la Commission a demandé à Pékin de plafonner volontairement ses ventes d'hybrides autour de 15 % du marché européen. « S'ils ne limitent pas leurs exportations vers notre

marché, nous le ferons », a prévenu un responsable européen cité par le quotidien britannique. Le 18 septembre, le ministère chinois du Commerce a répondu qu'une telle autolimitation violait les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Bruxelles préparait alors un plafond sur les importations d'hybrides chinois, avec un droit supplémentaire sur chaque véhicule importé au-delà d'un quota, selon Bloomberg. Le Japon avait limité ses exportations automobiles vers l'Europe jusqu'à la fin des années 1990, et ses constructeurs avaient construit des usines sur le continent, rappelle le Handelsblatt, pour qui cet accord avec Tokyo pourrait servir de modèle. Avec le compromis du 9 octobre, Pékin évite pour l'instant ces quotas. Sur X, Maros Sefcovic a annoncé une division par deux des exportations chinoises d'hybrides simples et rechargeables vers

l'Union. « Par cette étape, nous empêchons en réalité l'exportation de plusieurs millions de voitures chinoises vers l'Union européenne », a-t-il ajouté devant l'AFP à l'issue des négociations. Le commissaire n'a précisé ni la base de calcul ni le mécanisme de cette réduction. Le ministère chinois du Commerce ne l'a pas chiffrée non plus et parle seulement d'une entente conforme aux règles de l'OMC. Bruxelles et Pékin traiteront à part le dossier des voitures électriques, avec la poursuite de l'examen des engagements de prix des constructeurs.

## Terres rares, pourquoi l'Europe dépend encore de la Chine

Si l'Union a besoin de Pékin, c'est parce que ses industriels dépendent des aimants fabriqués en Chine. Les terres rares sont un groupe de 17 métaux,

dont le néodyme et le dysprosium, que les fabricants utilisent dans les aimants permanents des moteurs électriques et des éoliennes. Le lithium et le cobalt des batteries sont d'autres métaux, hors de cette famille. La Chine extrait plus de 60 % des terres rares de la planète et en raffine 92 %, selon des chiffres de l'Agence internationale de l'énergie repris par l'AFP. L'agence a d'ailleurs consacré en 2025 un rapport aux terres rares.

Pékin exige depuis avril 2025 une licence pour exporter sept terres rares et les aimants qui en contiennent. Deux mois plus tard, le gouvernement chinois a proposé un « canal vert » pour accélérer l'examen des dossiers européens conformes. Les industriels du Vieux Continent ont malgré tout attendu, et la Chine n'avait validé que la moitié des demandes de licence européennes en octobre 2025, d'après Maros Sefcovic. Le 9 octobre, le ministère chinois du Commerce a seulement promis de continuer à faciliter, grâce à ce canal, l'approbation des licences pour les terres rares et les aimants permanents destinés à l'Union. Pékin accélère l'instruction des dossiers, mais garde la main sur chaque licence. Pour sortir de cette dépendance, la Commission veut qu'en 2030 l'Europe transforme 40 % de ses besoins en matières premières stratégiques. Pékin, de son côté, a suspendu jusqu'au 10 novembre les contrôles élargis annoncés en octobre 2025, et Maros Sefcovic reverra Wang Wentao en janvier, en visioconférence.



## Renault Espace : le retour du monospace en version électrique

Avec le Renault E-Space Concept, présenté au Mondial de l'Auto de Paris, Renault préfigure le nouvel Espace. Le modèle prend la forme d'un monospace électrique à six places, avec un habitacle spacieux et modulable, et abandonne ainsi le format SUV.

### Une réinterprétation électrique du Renault Espace de 1984

Le rétro a le vent en poupe, et Renault mène la danse. Au Mondial de l'Auto de Paris, la marque présente, aux côtés d'une réinterprétation moderne de la R8 Gordini, un monospace électrique inspiré du premier Espace de 1984: le Renault E-Space Concept. Celui-ci devrait déboucher sur un modèle de série, qui constituerait la sixième génération de l'Espace. Le Renault E-Space Concept reven-

dique clairement son identité de monospace. La marque le décrit comme une interprétation moderne de sa philosophie de «voiture à vivre», avec une ligne de caisse basse, une garde au sol relativement réduite et un pare-brise qui prolonge presque sans rupture le capot. Renault positionne ainsi ce monospace électrique comme une alternative aux SUV et aux berlines traditionnelles.

### 4,70 m de long et 6 vraies places

Le Renault E-Space Concept mesure 4,70 m, 2,02 m de large et 1,67 m de haut. Ses jantes de 23" sont placées presque aux quatre coins de la carrosserie. Cette disposition lui donne des proportions originales tout en maximisant l'espace entre les essieux. L'habitacle accueille 6 sièges individuels répartis sur



trois rangées. Les six sièges présentent les mêmes dimensions et la même forme. Installés sur un plancher entièrement plat, ils permettent différentes configurations de l'habitacle. Ils peuvent pivoter légèrement pour faciliter l'accès à bord ou être

orientés de manière à favoriser les échanges entre les passagers. C'était déjà le cas sur l'Espace originel. Certaines configurations créent même un véritable espace de vie autour d'une grande table.

### Un immense écran OpenR Panorama de 1,13 m de large

Renault profite également de l'E-Space Concept pour dévoiler ses futures technologies intérieures. L'élément le plus spectaculaire est l'OpenR Panorama, un écran légèrement incurvé qui s'étend sur presque toute la largeur de la planche de bord. Avec ses 1130 mm de large et ses 110 mm de haut, il remplace visuellement le traditionnel combiné d'instruments. Renault confirme que cette technologie équipera de futurs modèles électriques haut de gamme, au-delà du concept-car. Le nouvel Espace devrait donc en bénéficier. La carrosserie arbore une teinte baptisée Black Rubé, un coloris sombre aux reflets rubis qui souligne les volumes généreux de ce monospace électrique.

Mots fléchés

|                                             |   |                  |                     |                                   |   |                                  |             |                                      |   |                       |                                             |                         |                                     |
|---------------------------------------------|---|------------------|---------------------|-----------------------------------|---|----------------------------------|-------------|--------------------------------------|---|-----------------------|---------------------------------------------|-------------------------|-------------------------------------|
| Merveilleux spectacle                       | ↓ | Tué              | ↓                   | Prénom féminin                    | ↓ | Soutènements                     | ↓           | Réciter bêtement                     | ↓ | Risqua de l'argent    | ↓                                           | Affluent de l'Arno      | ↓                                   |
| Qui dépend des occasions                    | ↓ | Tache de son     | ↓                   |                                   | ↓ | Instrument à cordes              | ↓           |                                      | ↓ | Calcium               | ↓                                           | L'Irlande               | ↓                                   |
|                                             | ↓ |                  | ↓                   |                                   | ↓ |                                  | ↓           |                                      | ↓ |                       | ↓                                           |                         | ↓                                   |
| Bloc de pierre                              | → |                  |                     | N'admit pas la réalité des choses | → |                                  |             | Havre de paix                        | → |                       |                                             |                         |                                     |
| Sport                                       | → |                  |                     | Épouvantable                      | → |                                  |             | Désœuvrement                         | → |                       |                                             |                         |                                     |
|                                             | ↓ |                  |                     |                                   | ↓ |                                  |             |                                      | ↓ | Perroquet             | →                                           |                         |                                     |
|                                             | ↓ |                  |                     |                                   | ↓ |                                  |             |                                      | ↓ | Fils d'Anchise        | →                                           |                         |                                     |
| Le château inspira la Belle au Bois Dormant | → |                  |                     | Qui est de la nature de l'âne     | → |                                  |             |                                      |   |                       | Apparaître                                  |                         | Heureux                             |
| Première ville impériale du Maroc           | → |                  |                     | Obtenue                           | → |                                  |             |                                      |   |                       |                                             |                         |                                     |
|                                             | ↓ |                  |                     |                                   | ↓ |                                  |             |                                      |   |                       |                                             |                         |                                     |
|                                             |   |                  | Train de banlieue   | →                                 |   |                                  |             | Sous préfecture de l'Yonne           | → |                       |                                             | Jadis Ceylan            | ↓                                   |
|                                             |   |                  | Personne qui achète | →                                 |   |                                  |             |                                      |   |                       |                                             |                         |                                     |
| Roues creusées d'une gorge                  |   | Naturel          | →                   |                                   |   | Blafarde                         | →           |                                      |   |                       |                                             |                         |                                     |
|                                             |   |                  |                     |                                   |   | Lava                             | →           |                                      |   |                       |                                             |                         |                                     |
|                                             | ↓ |                  |                     |                                   | ↓ |                                  |             |                                      |   |                       |                                             |                         |                                     |
|                                             |   |                  |                     |                                   |   |                                  | Sans succès |                                      |   | Rôda                  | →                                           |                         |                                     |
|                                             |   |                  |                     |                                   |   |                                  | ↓           |                                      |   |                       |                                             |                         |                                     |
| Soldat américain                            |   | Pièce bancaire   | →                   |                                   |   | En compagnie de                  | →           |                                      |   | Réside ici (ci)       | →                                           |                         |                                     |
|                                             | ↓ |                  |                     |                                   |   |                                  |             |                                      |   |                       |                                             |                         |                                     |
|                                             |   |                  | Haussât             | →                                 |   |                                  |             |                                      |   | Plante à caïeux       | →                                           |                         | Massacre                            |
|                                             |   |                  | Héréditaire         | →                                 |   |                                  |             |                                      |   | Monoxyde de soufre    | →                                           |                         |                                     |
| Soupe                                       | → |                  | ↓                   |                                   |   | Oiseaux migrateurs               | →           |                                      |   |                       |                                             |                         | ↓                                   |
| Comté anglais                               | → |                  |                     |                                   |   |                                  |             |                                      |   |                       | Il y a celui des champs et celui des villes | →                       |                                     |
|                                             | ↓ |                  |                     |                                   |   |                                  |             |                                      |   |                       | Qui à huit angles et huit côtés             | →                       |                                     |
|                                             |   |                  |                     | Affluent du Danube                | → |                                  |             | Lac des Pyrénées                     | → |                       |                                             | Lettre grecque          | →                                   |
|                                             |   |                  |                     | Un théâtre à Milan                | → |                                  |             | Crevasses                            | → |                       |                                             | Saule de petite taille  | →                                   |
| Bêtes de somme                              | → |                  |                     |                                   | ↓ | Partie d'une église              | →           |                                      | ↓ |                       |                                             |                         |                                     |
| Ouvre-boîte                                 | → |                  |                     |                                   |   | Pomme chantée avec la pomme d'ap | →           |                                      |   | En stock pour Hergé   | →                                           |                         |                                     |
|                                             | ↓ |                  |                     |                                   | ↓ |                                  |             |                                      |   |                       |                                             |                         |                                     |
|                                             |   |                  | Brûlé               | →                                 |   |                                  |             |                                      |   | Souverain             | →                                           |                         |                                     |
|                                             |   |                  |                     |                                   |   |                                  |             |                                      |   |                       |                                             |                         |                                     |
| Orient                                      |   |                  | Qualité d'une huile | →                                 |   |                                  |             | Expédition                           | → |                       |                                             | Remplace le RMI         |                                     |
|                                             | ↓ |                  |                     |                                   |   |                                  |             |                                      |   |                       |                                             |                         | ↓                                   |
|                                             |   |                  |                     | Attachant                         | → |                                  |             |                                      |   | Gouverne              | →                                           |                         |                                     |
|                                             |   |                  |                     | Se présenter                      | → |                                  |             |                                      |   | Possessif             | →                                           |                         |                                     |
|                                             |   |                  |                     | ↓                                 |   |                                  |             |                                      |   |                       |                                             |                         |                                     |
| Personne                                    |   | Camionnette      | →                   |                                   |   | Chanteurs à voix                 | →           |                                      |   |                       |                                             |                         | Accessoire de protection ou de mode |
|                                             | ↓ | Vêtement féminin | →                   |                                   |   | Cavité naturelle                 | →           |                                      |   |                       |                                             |                         | ↓                                   |
|                                             |   |                  |                     |                                   |   |                                  |             |                                      |   |                       |                                             |                         |                                     |
|                                             |   |                  |                     | Pour relier                       | → |                                  |             | Résidu de la mouture de froment      | → |                       |                                             | Argent                  | →                                   |
|                                             |   |                  |                     |                                   |   |                                  |             | Pronom personnel                     | → |                       |                                             | Blanc pour les employés | →                                   |
| Atome                                       | → |                  |                     |                                   |   |                                  |             |                                      | ↓ |                       |                                             |                         | ↓                                   |
| Région désertique en Asie                   | → |                  |                     | Un centre à la poste              | → |                                  |             | Il peut être à main mais aussi à dos | → |                       |                                             |                         | Fût changée en génisse              |
|                                             | ↓ |                  |                     |                                   |   |                                  |             | Épreuve d'effort en médecine         | → |                       |                                             |                         | ↓                                   |
|                                             |   |                  |                     | Mince plaque d'acier              | → |                                  |             |                                      |   | À une grande distance | →                                           |                         |                                     |
|                                             |   |                  |                     |                                   |   |                                  |             |                                      |   |                       |                                             |                         |                                     |
| Impatientes                                 | → |                  |                     |                                   |   |                                  |             |                                      |   | Département français  | →                                           |                         |                                     |

DOUANES

Saisie de plus de 204.000 comprimés psychotropes

Les services des Douanes ont procédé à la saisie de 204.700 comprimés psychotropes de type "Prégabaline" dans la wilaya de Ghardaïa, indique dimanche un communiqué de la Direction générale des Douanes (DGD). "Les agents de la brigade mobile des Douanes de Ghardaïa, relevant de la Direction régionale des Douanes de Laghouat, en coordination avec le service régional de la sécurité intérieure et les éléments de la Gendarmerie nationale (GN) de Ghardaïa, ont saisi 204.700 comprimés psychotropes de type Prégabaline 300 mg", précise le communiqué.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

3 décès et 228 blessés en 24 heures

Trois (3) personnes sont décédées et 228 autres ont été blessées dans plusieurs accidents de la circulation survenus ces dernières 24 heures à travers plusieurs wilayas du pays, indique, dimanche, un bilan de la Protection civile.

Les bilans les plus lourds ont été enregistrés au niveau de M'Sila avec un mort et un blessé, ainsi qu'à Annaba et Béchar avec un décès dans chacune de ces wilayas, précise la même source. Par ailleurs, les éléments de la Protection civile de la wilaya de M'Sila sont intervenus pour l'extinction d'un incendie qui s'est déclaré dans un hangar d'élevage de poules. Dans le cadre de la lutte contre les incendies de forêt et de récolte, il a été procédé à l'extinction de sept (7) incendies ayant touché le couvert végétal à travers plusieurs wilayas du pays, selon le bilan.

FORUM PARLEMENTAIRE MONDIAL DE LA BANQUE MONDIALE ET DU FMI

Une délégation de l'APN dès aujourd'hui à Bangkok

Une délégation de l'Assemblée populaire nationale (APN) prendra part, à partir de lundi à Bangkok (Thaïlande), aux travaux du Forum parlementaire mondial de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI), indique un communiqué de l'Assemblée.

La délégation participant à ce forum, prévu les 12 et 13 octobre courant dans la capitale thaïlandaise, est composée des députés Ahcene Hani et Atallah Moulati, en leur qualité de représentants permanents de l'APN au sein du Réseau parlementaire de la Banque mondiale et du FMI, précise la même source.

Les deux députés participeront, dans le cadre des travaux du forum, à plusieurs réunions, ateliers et débats avec leurs homologues parlementaires et des représentants d'institutions internationales, contribuant ainsi au "renforcement du dialogue parlementaire international et à l'échange d'expériences et d'expertises sur les questions économiques, financières et de développement d'intérêt commun".

A noter que cette rencontre internationale se tiendra parallèlement aux Assemblées annuelles 2026 de la Banque mondiale et du FMI, et verra la participation de plus de 15 000 délégués représentant 191 pays, parmi lesquels des parlementaires, des ministres des Finances, des gouverneurs de banques, des experts ainsi que des représentants de différents secteurs et des organisations internationales et régionales concernées, selon le communiqué.

APS

CLASSEMENT "STANFORD-ELSEVIER"

45 chercheurs algériens parmi les 2 % les plus influents au monde en 2026

Quarante-cinq chercheurs algériens figurent dans le classement "Stanford-Elsevier" des 2% de chercheurs les plus influents au monde en 2026, établi selon le critère de "l'impact scientifique sur la carrière de recherche", dont quatre figurent dans le top 10 à l'échelle maghrébine.

La liste a enregistré une hausse du nombre de chercheurs algériens recensés, passant de 38 à 45 chercheurs figurant dans la liste relative à "l'impact scientifique tout au long

de la carrière", dont 4 chercheurs parmi les dix premiers au niveau maghrébin.

De même, 101 chercheurs algériens figurent dans la liste de "l'impact scientifique annuel", contre 80 chercheurs lors du précédent classement, dont 5 chercheurs parmi les dix premiers à l'échelle maghrébine.

A cette occasion, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Kamel Baddari, a félicité, sur son compte sur les réseaux sociaux, "la com-

munauté universitaire et de recherche pour cette réalisation scientifique exceptionnelle, traduisant une excellence scientifique ascendante et une présence croissante sur la carte de la recherche scientifique mondiale".

Il a également souligné que ce progrès "réflète le potentiel dont recèle l'université algérienne en termes de compétences scientifiques capables de contribuer à la production du savoir et à l'élargissement des horizons de l'innovation".

LABOURS-SEMAILLES 2026-2027/MÉDÉA

Objectif d'emblavement de 115.000 hectares

Un objectif d'emblavement d'une superficie de 115 000 hectares de céréales a été fixé par la direction des services agricoles (DSA) de Médéa, au titre de la campagne labours-semailles 2026/2027, a-t-on appris, dimanche, auprès de cette direction.

Les premiers travaux de labours d'automne ont été entamés, depuis quelques jours, à travers de nombreuses communes de la wilaya de

Médéa, selon la DSA qui avance le chiffre de 9400 hectares de terres déjà labourées dans le cadre de la présente campagne labours-semailles.

Les 115.000 hectares seront consacrés à la culture de diverses variétés de céréales, dont 78.000 hectares pour le blé dur, 25.000 hectares pour l'orge, 11.000 hectares pour le blé tendre et 1000 hectares pour l'avoine, a-t-on détaillé.

Le DSA a indiqué que plus de 97.000 quintaux de semences sont disponibles au niveau des différentes structures relevant de la coopérative de céréales et de légumes secs (CCLS), qui a procédé, au cours des derniers jours, à la livraison de 4000 quintaux de semences.

S'agissant de la distribution d'engrais, la direction des services agricoles indique que 730 quintaux ont été fournis aux céréaliculteurs, sur un

stock d'engrais constitué de 9619 quintaux.

Par ailleurs, un parc d'engins composé de 2525 tracteurs, 180 semoirs et 471 épandeurs d'engrais sera mobilisé pour les travaux d'emblavement en cours et qui se poursuivront jusqu'au début de l'année prochaine, a souligné la même source.

APS

RETRAITE

La CNR rappelle les avantages de la convention conclue avec la SAA

La Caisse nationale des retraites (CNR) a rappelé, dimanche dans un communiqué, à ses affiliés les avantages prévus par la convention conclue avec la Société algérienne d'assurance (SAA), qui leur permet de bénéficier d'une gamme d'offres d'assurance.

Ces offres portent sur "l'assurance automobile et l'assurance habitation, ainsi que sur les garanties contre les catastrophes naturelles, conformément aux conditions et aux formules définies dans la convention", précise la même source.

Cette convention s'inscrit dans le cadre des efforts

de la CNR visant à "renforcer l'accompagnement social des retraités et à améliorer leurs conditions de vie, à travers l'élargissement de la gamme des services et des avantages qui leur sont destinés, de manière à répondre à leurs besoins quotidiens", ajoute la même source.

SALON INTERNATIONAL "BATI-EST-EXPO" À CONSTANTINE

Plus de 200 exposants attendus à la 9e édition

Plus de 200 exposants représentant des entreprises nationales et étrangères sont attendus à la 9e édition du Salon international du bâtiment, de l'immobilier et des travaux publics de l'Est algérien "Bati-Est-Expo", prévue du 14 au 17 octobre courant au complexe culturel "Ahmed Bey" (Zénith) de Constantine, a indiqué dimanche le commissaire de la manifestation, Ahmed Haniche.

Organisé par la société "Sunflower Communication" sous le patronage du wali de Constantine, Kamel Eddine Kerbouche, cet événement économique

visé à renforcer les opportunités de partenariat et d'investissement entre les entreprises algériennes et étrangères opérant dans les différents domaines du bâtiment et des travaux publics, ainsi qu'à promouvoir la coopération et l'échange d'expertises et de technologies modernes dans ces secteurs, a précisé le même responsable à l'APS.

La manifestation réunira des opérateurs issus de plusieurs filières liées au bâtiment et aux travaux publics, notamment la production de matériaux de construction, la sidérurgie, les équipements électriques, les systèmes de climatisation,

de chauffage et de ventilation, les portes et fenêtres, l'ameublement, ainsi que les engins de travaux publics.

Des institutions de financement et d'assurance prendront également part à cette édition.

Le programme prévoit également des rencontres professionnelles B2B et des conférences animées par des universitaires, des chercheurs et des opérateurs économiques, qui porteront sur les perspectives de développement du secteur à travers l'adoption de techniques modernes et de technologies de pointe, a ajouté M. Haniche.

Dans le cadre de la promotion de l'innovation et du renforcement des liens entre l'université et son environnement économique, les organisateurs ont, par ailleurs, réservé des espaces d'exposition gratuits aux établissements universitaires, aux start-up et aux étudiants spécialisés.

Cette initiative vise à leur permettre de présenter leurs projets et leurs idées innovantes aux opérateurs économiques et d'explorer les possibilités de leur concrétisation sur le terrain, a-t-on indiqué.

R.E.

RÉFORME DU CONSEIL DE SÉCURITÉ DES NATIONS UNIES

Le ministre Attaf participe en Libye aux travaux du C-10

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, a participé, dimanche à Tripoli (Libye), aux travaux de la 14e Réunion ministérielle du Comité des Dix chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union africaine (C-10) sur la réforme du Conseil de sécurité des Nations unies, indique un communiqué du ministère.

Lors de cette réunion, les ministres ont échangé les vues sur les derniers développements du processus de négociations intergouvernementales sur la réforme du Conseil de sécurité des Nations unies, soulignant l'importance de poursuivre la coordination et la concertation dans le ca-

dre du C-10, afin de renforcer l'unité de la position africaine et de réaffirmer l'attachement aux revendications communes du continent, conformément à la Déclaration de Syrte et au Consensus d'Ezulwini, précise la même source.

Les participants ont également insisté sur "la nécessité d'intensifier les efforts diplomatiques pour mobiliser davantage de soutien international en faveur de la position africaine, de manière à faire avancer le processus de réforme et à garantir une représentation africaine juste et équitable au sein du Conseil de sécurité".

Dans une allocution prononcée à cette occasion, M. Attaf a réaffirmé "l'attachement de l'Algérie à la position africaine commune", appelant à

"poursuivre l'action diplomatique" et à "intensifier les efforts visant à mobiliser le soutien international en faveur de cette position", en vue de "répondre aux aspirations du continent africain à jouer le rôle qui lui revient au sein du système de gouvernance mondiale".

Les travaux de la 14e Réunion ministérielle ont été sanctionnés par l'adoption du Document de Tripoli, dans lequel le Comité des Dix a réitéré son attachement à la position africaine commune sur la réforme du Conseil de sécurité et réaffirmé la nécessité de mettre fin à l'injustice historique infligée au continent africain.

APS